

Rouge

Interview
du Mouvement
anti-apartheid

P.14

M 1578 N° 1174 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 5 au 11 sept 85

Flexibilité

Chômage

Sécu

Salaire



**DANGER
AVALANCHES**

Le seuil du tolérable

Par Christian Picquet

Pour les immigrés, le seuil du tolérable est vraisemblablement dépassé. C'est ce qu'attestent les affrontements qui ont secoué la cité La Paternelle, au nord de Marseille, le 2 septembre. Pour mettre le feu aux poudres, il a suffi que des policiers, à la poursuite d'un jeune voleur, viennent l'abattre au cœur de ce grand ensemble populaire, menaçant la vie d'enfants en train de jouer à proximité. Comment la population, en majorité jeune et immigrée, n'aurait-elle pas pris fait et cause pour la victime ? Celle-ci lui ressemblait : dix-neuf ans, chômeur, réduit aux expédients et à la violence par une société qui lui refusait tout avenir. Et, en le criblant de balles dans des conditions plus que douteuses, au risque de toucher des passants, les policiers ont mis en évidence qu'à leurs yeux la vie de certains êtres humains ne vaut guère plus que celle d'un animal nuisible. « On a tué un gosse sous nos yeux, comme on n'ose pas tuer les rats » : cette phrase jetée au visage des journalistes, quelques heures après les affrontements, exprime bien le sentiment de toute une population.

Il n'en fallait pas plus pour qu'une certaine presse — du *Méridional* au *Figaro* — cherche à raviver un racisme latent dans le pays, à l'aide de titres provocateurs : « *Emeutes pour un truand* ». Ce sont pourtant les mêmes qui furent jadis complices de la constitution de véritables poudrières à la périphérie des grandes villes. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, pratiquement dépourvus de droits, ont été entassés dans des cités d'urgence insalubres, parfois entourées de barbelés comme La Paternelle. La crise survenant, les habitants de ces concentrations humaines sont devenus des parias, boucs émissaires désignés à la vindicte publique par les démagogues de la droite et de l'extrême droite. Parallèlement, le racisme les soumettait à la haine des « petits Blancs » aveuglés et fanatisés ainsi qu'aux humiliations ou aux « bavures » d'une police sensible aux campagnes d'un Le Pen. Oui, dans cette France des années quatre-vingt, il existe un apartheid et des ghettos, moins voyants mais tout aussi révoltants qu'au Cap. Notre combat contre toute ségrégation et pour l'égalité des droits a aussi pour ambition d'en finir avec cette réalité-là. Les événements de Marseille montrent qu'il y a urgence car, chez nos frères immigrés, la coupe est pleine.

LUTTE OUVRIÈRE Castro et la dette

Lutte ouvrière consacrait une page dans son numéro du 17 août à la position de Fidel Castro sur la dette extérieure latino-américaine. Pour l'essentiel, cette page reprend en les égayant de quelques commentaires des extraits de l'hebdomadaire *Solidaridad socialista*, que publie l'organisation argentine MAS, animée par le courant moréniste. Pour l'essentiel, ces extraits s'emploient à tracer un trait d'égalité entre Fidel Castro et le président argentin Raul Alfonsín, pas moins. La seule différence résiderait dans le fait qu'Alfonsín, « homme de confiance et agent de l'impérialisme est reçu aux Etats-Unis et il peut négocier avec eux. En revanche Fidel et le castro-communisme, pour obtenir cette même négociation, ont besoin de faire pression sur l'impérialisme et c'est ce qu'ils sont en train de faire avec leur appel à une action continentale contre la dette extérieure (...) ».

Libre à LO de passer à côté de l'importance de cet appel et de l'écho qu'il rencontre sur le continent. Libre même à LO de doubler le MAS sur sa droite : là où ce dernier voit une aile gauche à la conférence de La Havane représentée par la COB bolivienne ou la CUT brésilienne, par opposition à l'aile droite incarnée par Castro, Lutte ouvrière ne voit qu'une « gauche » composée pour l'essentiel de bureaucrates syndicaux. Pour notre part, nous nous refusons à cet enfermement sectaire, qui se refuse à voir dans les prises de position de la direction cubaine autre chose que des mesures de survies face aux pressions de l'impérialisme US prises par une direction nationaliste petite-bourgeoise. C'est là méconnaître la richesse de la révolution cubaine.

penser au début, à l'origine de se déboires financiers. Loin de là, après une légère baisse en bourse, les actions du groupe ont connu une sensible remontée et se maintiennent depuis à un niveau estimé correct par les milieux d'affaires. Alors pourquoi ces restructurations ? Parce que lorsqu'on est un requin comme l'Union Carbide, il faut toujours mieux faire, toujours augmenter ses profits surtout au moment où des concurrents lorgnent sur l'affaire en espérant qu'elle va s'effondrer sous les coups de la « malchance ».

ANTIRACISME Une nouvelle association à Gagny

Nous avons reçu le communiqué suivant :

« Le 20 juin, le nom de Gagny s'est ajouté à la longue liste des villes où ont eu lieu des agressions racistes. Un gardien de la paix en civil a vidé le chargeur de son arme sur trois jeunes Maghrébins, uniquement parce qu'ils étaient jeunes et, de plus, immigrés, ce qui semble être aujourd'hui deux défauts. La police a cru bon d'en rajouter, puisqu'elle a repris les injures racistes à son compte et a tabassé le seul Maghrébin indemne, les deux autres ayant été blessés par balle au pied et à la cuisse.

« Cette agression raciste se double d'une bavure policière et caractérise une société gagnée progressivement par la gangrène du racisme antijeune et anti-immigré. Sensibilisés par cette affaire nous avons fondé une association : **Génération arc-en-ciel**, ayant pour buts :

- d'intervenir dans tous les cas de discriminations racistes ou antijeunes sur la région, en utilisant toutes les possibilités offertes par le regroupement associatif ;

- de suivre l'affaire : solidarité financière avec les familles des victimes pour les frais de justice, aide pour les démarches...

« Les gens intéressés s'investissent individuellement. Notre association est indépendante de toute organisation politique, syndicale ou religieuse. Nous nous adressons particulièrement aux jeunes.

« La plus grande erreur serait de rester isolés. L'unique défense contre les attaques que vous subissez reste le regroupement. Ce sont principalement des jeunes soucieux de prendre leur sort en main qui animent notre association.

« **Génération arc-en-ciel**, dans la mesure de ses moyens, a l'ambition d'être un outil pour faire éclater au grand jour le scandale que représente l'affaire du Chenay-Gagny et pour contrecarrer les attaques subies par les jeunes de toutes les identités culturelles et les immigrés, d'où qu'elles proviennent. »

C/O J.J. Garosi - 7, rue Raffin 93220 Gagny

UNION CARBIDE Après les fuites, les licenciements

L'Union Carbide ne se contente pas de tuer, elle licencie aussi. Aux deux mille morts provoqués par les fuites de gaz de son unité de Bhopal, la firme multinationale ajoute quatre mille victimes de plus, mais cette fois du chômage. Le plan de restructuration a été annoncé par le président de la firme la semaine dernière. Il prévoit une réduction de 15 % des effectifs d'ici l'année prochaine, essentiellement sur le territoire des Etats-Unis.

Il ne faut pas croire pour autant que ce sont les deux mille morts qui entraînent les quatre mille licenciements. Les diverses catastrophes provoquées par ce géant, troisième producteur chimique américain, ne sont pas, contrairement à ce que l'on a pu

GREENPEACE

L'éteignoir

Peut-on encore parler d'une « affaire » Greenpeace ? Théoriquement oui, tant il est vrai que le rapport Tricot avec ses invraisemblances et ses « blancs » n'a pas convaincu. Selon un tout récent sondage, plus de 60 % des Français ne croient pas un mot des conclusions de l'ancien secrétaire général de l'Elysée. Il n'en demeure pas moins qu'à force de brouiller les pistes, on peut fort efficacement étouffer n'importe quel scandale.

Chaque jour apporte encore aujourd'hui son lot de révélations plus ou moins orientées. Un jour, c'est un service secret rival qui est mis en accusation, le lendemain, c'est l'insubordination d'une fraction « incontrôlée » de la DGSE que l'on tente d'accréditer. La dernière trouvaille émanant de la « piscine » et rendue publique par le *Canard enchaîné* du 4 septembre indique que la DGSE n'aurait joué qu'un rôle de « prestataire de services » dans le sabotage du *Rainbow Warrior*. Ses agents auraient agi sous les ordres des militaires du Pacifique. Vrai ou faux ? Personne ne peut le dire. Mais, on ne peut s'empêcher de flairer le règlement de comptes entre fractions rivales cherchant à tirer leur épingle du jeu.

Quelle que soit l'hypothèse, de la même question revient, incontournable : pourquoi la DGSE, après avoir reçu le feu vert du ministère de la Défense et de l'Elysée, a-t-elle envoyé

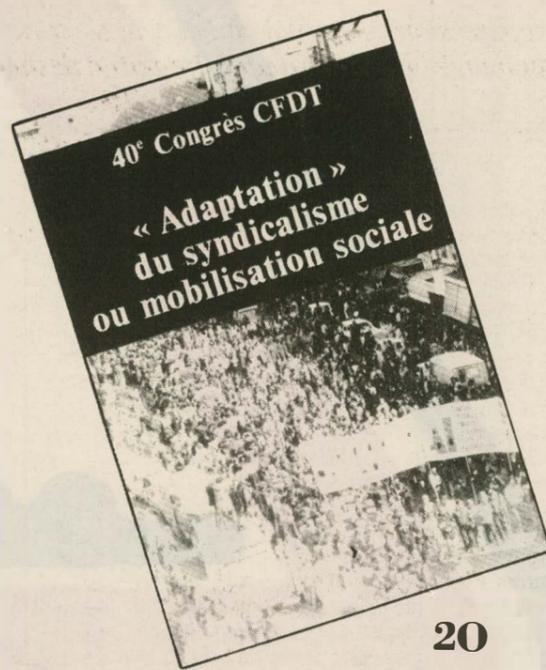
en Nouvelle-Zélande, une équipe de nageurs de combat dont l'une des spécialités est précisément le sabotage ?

Gageons que le gouvernement ne fera rien pour dénouer l'écheveau, même si Laurent Fabius, cherchant à se prémunir contre les effets d'un possible rebondissement, a chargé Hernu d'enquêter sur les « carences techniques » des services français. D'ores et déjà pourtant, il paraît établi que la réforme de la « piscine » sera des plus limitées. *Le Monde* du 31 août écrivait ainsi : « On parle de "rotations" accrues des effectifs ou de recrutement de meilleure qualité, comme au demeurant on en a toujours parlé à chaque réorganisation antérieure. » C'est tout dire.

Seules les autorités néo-zélandaises semblent aujourd'hui avoir les moyens de bouleverser le jeu et d'établir l'implication des barbouzes français. Les tractations diplomatiques ne vont sans doute pas manquer pour éviter une telle issue. D'ici le 4 novembre, date de la première comparution des faux époux Turenge devant la justice d'Auckland, Fabius et David Lange ont le temps de trouver un *modus vivendi*. Leur principal sujet de négociation sera, évidemment, les modalités de la présence et des essais nucléaires français dans le Pacifique, auxquels les Etats de la région sont hostiles.

C.P.

Toujours disponible



20 francs

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

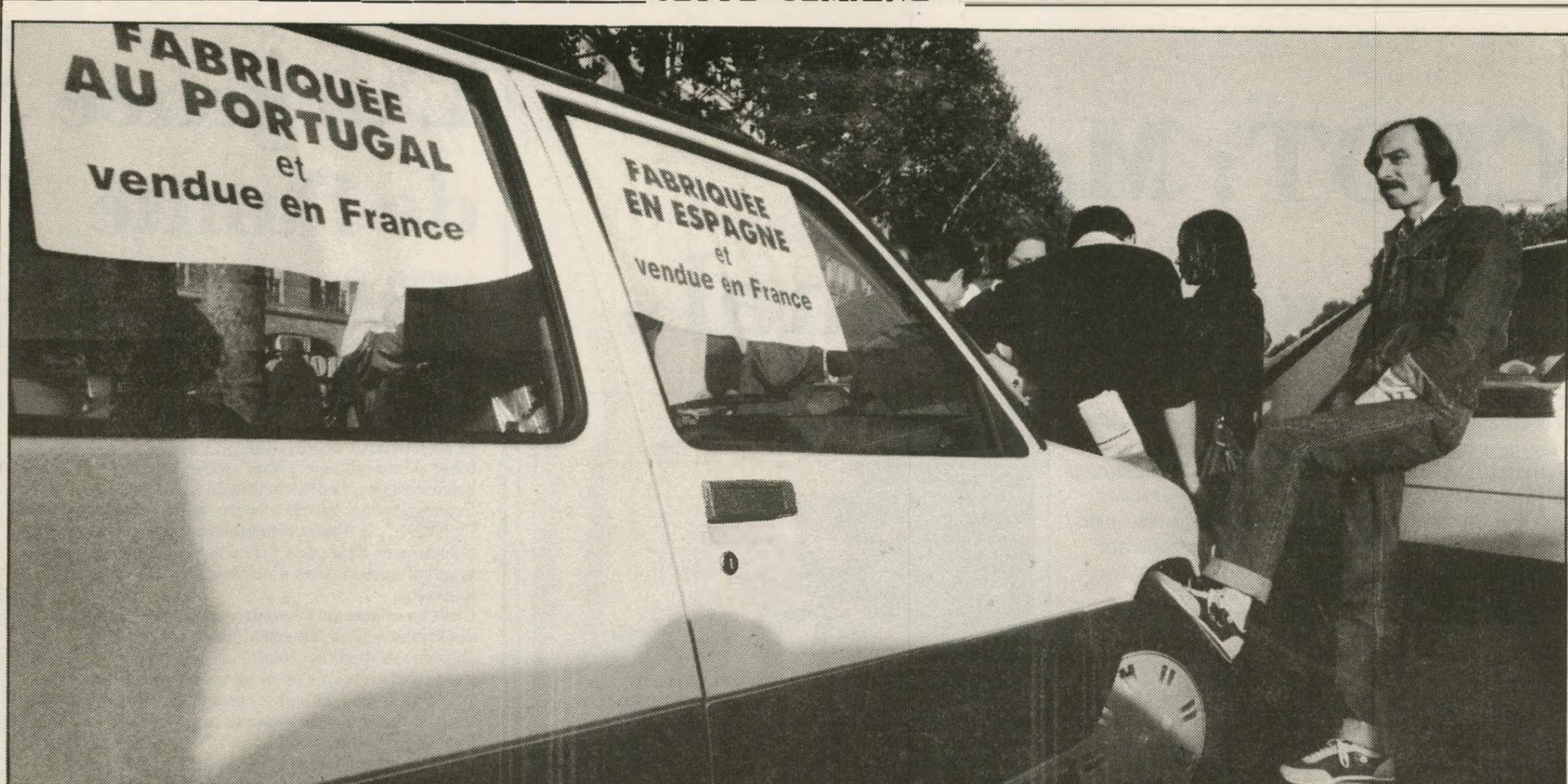
● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Blocage des Champs-Élysées par des militants de la CGT, le 29 août dernier

RENTREE SOCIALE

Du pain sur la planche

Pas de round d'observation pour cette rentrée sociale. Après l'été meurtrier pour l'emploi (Wonder, Unimetal, Trith-Saint-Léger, navale de Dunkerque...), l'offensive continue. L'UNEDIC, pour le CNPF, doit être payé à 50 % par les salariés, la Sécurité sociale fait l'objet de mesures chirurgicales... Et par-dessus tout ça, 21 000 suppressions d'emplois menacent les travailleurs de Renault. Quant au budget 1986, c'est un faire-part à destination des canards boiteux et de l'emploi. Il n'y a plus d'automne.

L'œil rivé sur les profits patronaux à protéger dans le grand concert de la concurrence internationale, Edith Cresson, ministre du Commerce extérieur, entonne son credo en cette rentrée : « *Battre les Japonais sur leur propre terrain et avec leurs propres méthodes. Adapter à la France les innovations sociales qui sont à la base des performances d'un pays comme le Japon. Voilà le chemin à suivre* », déclarait-elle à *Libération*.

On l'aura compris, Madame Cresson et son gouvernement sont fascinés par les grandes conquêtes patronales de l'archipel nippon. A commencer par la flexibilité, entendez le dévouement exigé des travailleurs à leur firme. Laurent Fabius espère donc octroyer au patronat français une souplesse comparable par la flexibilité nationale. Ce qu'il demande aux syndicats, c'est l'acceptation du travail de nuit pour les femmes, du travail le week-end, des roulements d'équipes sans contrainte légale, tout cela pour aller vers l'annualisation du temps de travail. Les consultations gouvernement-syndicats n'ont d'autre but que de parachever le bel ouvrage mis en chantier depuis juin 1982, la précarisation de l'emploi.

Le prix de « la force de frappe industrielle »

Dans le même temps, les profits grimpent en flèche, certains investissements reprennent de manière sensible, notamment dans le secteur nationalisé, sans créer le moindre emploi ! En fait, la majeure partie des profits regrossit le marché spéculatif. Les gains de productivité d'aujourd'hui augmentent le chômage de la veille et garantissent les espoirs de profit de demain.

Madame Cresson, dont la franchise s'embarrasse peu des propos ouatés de tapis vert, explique à quel point cette réalpolitik va continuer : « *Nous ne pouvons pas continuer indéfiniment à subventionner avec l'argent des contribuables des entreprises qui perdent de l'argent, beaucoup d'argent, depuis des années. Mieux vaudrait l'utiliser pour consolider notre force de frappe industrielle.* » Ce langage militaire, cher à Hernu, signifie : que les firmes qui ne tiennent pas la concurrence crévent et l'emploi avec elles ! Comme les secteurs de la « force de frappe industrielle » ne créent pas d'emplois, Madame Cresson voue au bel avenir de l'ANPE les travailleurs dont le seul tort est d'être employés dans des secteurs considérés comme non-concurrentiels. Le résultat brut, c'est bien-entendu la ronde des suppressions d'emplois chez Renault, dans la sidérurgie, la navale et dans les PME.

Il convient d'ajouter foi aux propos du ministre du Commerce extérieur. Car, au premier rang du désengagement de l'Etat, figure une entreprise déficitaire, la Sécurité sociale. Le budget 1986 prévoit une suspension des aides, soit douze milliards. Notamment par l'arrêt de la prise en charge par le budget national des allocations « adultes handicapés » et des aides à la sectorisation de la psychiatrie. Que les inaptes à la grande bataille de la productivité coûtent moins cher... Cercle vicieux infernal, la Sécurité sociale est d'abord malade du chômage et du manque à gagner des recettes qui découlent de l'inutilisation de la force de travail.

Qu'importe pour le gouvernement et le patronat, l'heure est plus que jamais à réduire les coûts sociaux, à commencer par les allocations-chômage. Le 3 septembre, ce qu'il est convenu, à tort, d'appeler les négociations sur l'UNEDIC, recommençaient. L'espoir avoué

d'Yvon Chotard est de faire peser 50 % du financement sur les salariés. Ce qu'Edmond Maire, au nom d'une partie de la CFDT, accepte par avance en compagnie des autres centrales, la CGT exceptée. Compétitivité oblige, que les chômeurs, sacrifiés de la concurrence intercapitalistes, soient moins indemnisés ou alors que les salariés paient.

Payer, facile à dire ! Les salaires, en moyenne, n'ont pas augmenté depuis 1981. Le traitement des fonctionnaires baisse nettement, tandis que celui des employés et ouvriers du privé stagne. Cela signifie, en regard de la hausse des prix, de l'augmentation des prélèvements sociaux, une baisse très sensible. Le passage des mécanismes d'indexation des salaires sur la hausse des prix est passé par là. L'Union des industries métallurgiques et minières, la clé de voûte du CNPF, considère que cette destruction n'est pas totale et prétend obtenir l'anéantissement du SMIC, ultime base d'un calcul national d'un revenu minimum, dont l'évolution reste dépendante de l'indice des prix.

L'emploi flexible aux besoins patronaux n'est qu'une facette de la grande braderie des emplois industriels. La compétitivité, mot fétiche, adoré par le CNPF et le gouvernement, suppose des gains de productivité. Présents, répondent-ils pour 1984, en l'occurrence 5 % de mieux. Mais voilà, ils ont été obtenus par les licenciements (168 000 emplois supprimés dans la seule industrie la même année). Cette méthode, déblayer l'emploi industriel au bulldozer, connaît un succès qui ne désespère pas depuis 1981 (de 1981 à 1984, 500 000 emplois supprimés dans l'industrie) et qui va s'amplifier jusqu'en 1989 (100 000 par an prévus en moyenne, 160 000 pour 1985).

Non à la paix sociale

« *On peut observer une évolution et un renforcement de la paix sociale. Statistiquement, il y a moins de conflits sociaux qu'il n'y en a jamais eus* », se vantait Jean-Paul Bachy, responsable du secteur « entreprise » du PS, commentant les actions CGT de fin août. S'il s'en vante, s'il prétend inscrire ce bilan à l'actif du PS, c'est sans doute qu'il a reçu les chaleureuses félicitations du patronat français. Pour le PS, c'est sans doute un argument électoral. Le PCF, quant à lui, entend démontrer par tous les moyens que le PS est seul responsable de cette pacification sociale sur le dos des travailleurs.

C'est dire qu'en cette rentrée, le proche horizon des élections de 1986 va considérablement brouillé les cartes. Une seule chose est sûre : la politique gouvernementale continuera jusque dans les dernières minutes précédant le scrutin et le patronat ne laissera nul répit aux travailleurs, tout en exigeant toujours plus du gouvernement.

Les révolutionnaires doivent être aux avant-postes des combats pour l'emploi, pour la protection sociale et les salaires. Alors que les états-majors syndicaux entrent en scène, les uns prêts à rejouer la pantomime des pseudo-négociations à froid, la CGT pressant ses militants de défendre le plus spectaculairement possible le sol industriel national, la première tâche est de redéfinir les moyens de l'action et ses objectifs.

Il s'agit bien de lutter contre la tentation du repli sur soi, cette recherche vaine de solutions individuelles quand patronat et gouvernement s'entendent sur les charrettes de licenciements, chiffrés en milliers. L'action collective, donc, pour obtenir une levée en masse, unitaire, pour l'emploi, pour la protection sociale.

Il s'agit de reconstruire la solidarité ouvrière, l'unité des travailleurs autour des luttes que mènent celles et ceux qui, le dos au mur, se battent contre les licenciements dans un tragique isolement. Solidarité, unité contre solitude et division, est-ce désuet ? Combien dans les rangs ouvriers ont renoncé à la solidarité, restant passifs devant la division, que le combat est perdu, que trop de montages sont à déplacer pour sauver ne serait-ce que quelques dizaines d'emplois ? Renault, à cet égard, sera un test, parce que la firme de Billancourt est un symbole national en même temps que la première entreprise du pays. Si Besse, le P-DG nommé par Fabius pour licencier, réussit ses 21 000 suppressions d'emplois, ce serait une seconde sidérurgie. Là se situe l'enjeu.

Il s'agit encore de préciser les objectifs du combat collectif. La clarté s'impose : faudrait-il diviser par deux ou trois les revendications, les faire disparaître, au nom de l'effroi que cause l'ampleur de la crise ? Non, le refus de tout licenciement, la bataille pied à pied pour la défense du moindre acquis social est à l'ordre du jour ; plus que jamais à l'ordre du jour quand c'est l'acquis ouvrier principal, la Sécurité sociale, qui est visé.

Il s'agit de reconstruire par les luttes, par leur convergence au nom des intérêts communs, un rapport de force contre l'austérité.

Jean Lantier

CFDT: Maire et le «sprint final»

La CFDT fait une rentrée remarquée en proposant des mesures telles que la remise sur le tapis de l'annualisation du temps de travail et la récupération de la moitié des heures supplémentaires par repos compensateurs. Quelques conseils au gouvernement et aucune perspective d'action syndicale, voilà qui n'empêchera pas le CNPF de dormir sur ses deux oreilles.

« Profond désaccord syndical sur la flexibilité (...) autant Bergeron conseille le sur-place autant Edmond Maire préconise le sprint final », concluait le quotidien patronal *Les Echos* au lendemain de la rencontre entre le ministre du Travail et les représentants des confédérations syndicales. La CFDT, par la voix de son secrétaire confédéral, vient donc de faire une rentrée remarquée. Pour une raison, et une seule : elle avance des propositions « constructives », à propos de la flexibilité du temps de travail au moment où la CGT refuse toute modification de la législation sociale. De son côté, FO ne veut pas entendre parler, pour le moment, de ce dossier brûlant.

Ses propositions auraient selon Edmond Maire un mérite entre autres. Elles représenteraient à quelques mois des législatives la dernière chance qui reste au gouvernement de mener une action d'ampleur concernant l'emploi. Mais « serons-nous entendus », s'interroge le secrétaire confédéral qui constatait dans son article paru dans *le Monde* du 20 août : « A quelques mois des élections législatives, rien d'essentiel au moins dans leur attitude face au chômage grandissant n'apparaît distinguer la gauche rassembleuse et modernisatrice de la droite démocratique et intelligente. »

La réponse de Fabius aux conseils d'Edmond Maire ne devrait pas tarder. Il a l'intention de s'inspirer soigneusement du rapport du député socialiste Taddei. Celui-ci prône, sans fard, la déréglementation complète du temps de travail, pour allonger le temps d'utilisation des machines, de l'appareil productif.

Quelques-unes des propositions d'Edmond Maire auraient donc simplement préparé le terrain. Citons en trois, parmi les onze qu'il vient de soumettre au ministre Delebarre :

- Les heures supplémentaires devraient être récupérées à 50 % en repos compensateur.
- Les discussions sur l'annualisation du temps de travail devraient être reprises sur la base d'une modulation hebdomadaire de trente-sept à quarante-deux heures, avec réduction de deux heures.

● L'ordonnance de 1982 — aujourd'hui « gelée » — concernant l'industrie, le commerce, la santé, l'alimentation, les organismes financiers et les hôtels-café-restaurants devrait être appliquée. Ce texte prévoit entre autres l'organisation du travail par roulement, l'ouverture des guichets bancaires le samedi...

Le tout fleure indéniablement bon la flexibilité, et constitue le second test pratique de l'orientation confédérale après le congrès qui s'est tenu en juin dernier. Le premier était, rappelons-le, la signature de l'accord UNEDIC avec le CNPF — et FO cette fois —, imputant la hausse des cotisations-chômage (0,2 %) à la seule charge des salariés ! L'orientation est la même : toujours plus à droite.

Elle illustre les premiers résultats de l'accord d'Edmond Maire avec les « modernistes » au congrès de Bordeaux, pour faire barrage à l'opposition qui s'était regroupée en juin autour du



« Les syndicats sont indispensables à la modernisation de l'économie », expliquait Maire dans *le Monde* du 20 août. Difficile pour les travailleurs de moderniser quelque chose qui appartient aux patrons !

texte de la fédération Hacuitem.

Conséquence logique, aucune perspective d'action à l'horizon de cette rentrée de septembre, où la situation sociale est pourtant des plus graves. Et surtout pas, par exemple, une vigoureuse campagne exigeant, simplement, que l'on s'attaque sérieusement au chômage avec la semaine de trente-cinq heures pour tous.

L'avertissement lancé par Edmond Maire avant les vacances d'été, constatant qu'une bonne grève serait nécessaire pour se faire en-

tendre du patronat, n'était donc qu'un couac. L'insistance habituelle du secrétaire confédéral sur l'action des travailleurs dans les entreprises, sans attendre d'hypothétiques mesures gouvernementales, reste une simple rengaine qui ne passe pas la rampe de la parole, au geste.

« Le syndicalisme a connu des périodes plus brillantes, des actions plus marquantes, notait Edmond Maire dans *le Monde* du 20 août, il a produit des anticipations d'avenir plus motivantes. » On ne saurait mieux dire...

Michel Morel

CGT: le syndicat a assez trinqué

« Ça suffit ! On a assez trinqué ! », clame la CGT à la rentrée. Fourbit-elle ses armes pour réaliser l'objectif de la grève générale dont parlait Henri Krasucki l'an passé ? Rien n'est moins sûr. Sur les voies de chemin de fer menant à l'Espagne, sur l'asphalte des Champs-Élysées, ses militants sont allés chercher la matière à la polémique avec les porte-parole du PS, qu'ils soient au gouvernement, à la direction de ce parti... ou dans la CGT.

Qu'est-ce qui fait courir la CGT en cette rentrée ? Elle veut avant tout désigner la cible, le Parti socialiste, comme exutoire au formidable gâchis de l'après-10 mai. Sa motivation première est de faire oublier son soutien à une coalition gouvernementale où figurait le Parti communiste. Au nom de la défense de cette coalition, rien

n'était alors plus urgent pour la CGT que d'attendre. « Tout dépend de vous », expliquait-elle aux travailleurs, réinventant par là une espèce de spontanéisme syndical.

Aujourd'hui, rien ne dépend plus des travailleurs, surtout pas ces actions minoritaires, ces vastes quinzaines d'action avec temps fort, décidées au

sommet du sommet confédéral.

La direction cégétiste, soucieuse de faire oublier un passé gênant, prépare par là l'échéance des élections de 1986. Faire feu à volonté sur le PS, cela signifie que la fausse gauche au gouvernement, c'est pareil que la droite, et que reste un seul recours, le PCF. Lentement mais sûrement, la CGT met ses forces amoindries au service de la cause électorale du PC, en lançant quelques dizaines de militants dans une surenchère à l'action spectaculaire.

L'intention politique se double d'une conception patriotique de la crise. Celle-ci n'est au fond, disent les dirigeants cégétistes, qu'une affaire de gestion. La gestion du patronat consiste à s'ap-

L'urgence de l'unité

Au-delà du « look » de septembre des confédérations syndicales, apparaît une dramatique évidence : le CNPF et le gouvernement sont intégralement maîtres du jeu social. Et ce jeu est mortel pour les acquis ouvriers et l'emploi.

Jamais autant de dossiers sociaux brûlants n'ont été ouverts en même temps, et porteurs de remises en cause colossales. En quelques jours, sur le tapis vert de prétendues « négociations », l'aménagement du temps de travail pour casser sa durée légale hebdomadaire, la destruction du SMIC, le financement par moitié à la charge des salariés de l'UNEDIC, la diminution des dépenses de santé et la réduction de l'aide de l'Etat à la Sécurité sociale, les suppressions massives d'emplois dans la Navale, à Renault...

C'est un séisme qui se prépare dans le climat feutré des salons où l'on fait semblant de négocier. La division syndicale est totale, la compétition inter-confédérations règne en maîtresse absolue. Et quand un front syndical se reconstitue, il existe le temps de paraphraser un nouveau coup pour les travailleurs, comme celui de l'UNEDIC cet été. Que la CGT hurle contre le PS et brandisse le drapeau français pour défendre le patrimoine industriel national, qu'André Bergeron prodigue des conseils de prudence au ministre Delebarre sur la flexibilité, que la deuxième gauche d'Edmond Maire produise à la gauche au pouvoir des conseils d'austérité, une éclatante vérité est là : personne, parmi les états-majors syndicaux, ne se propose d'accomplir la seule œuvre salutaire : reconstruire le front uni des travailleurs.

Tout, à l'évidence, devrait partir de là. En ce moment, rien n'est « négociable », sinon l'ampleur et le rythme des reculs. Toutes les attaques passeront si la loi du silence des états-majors syndicaux parvient à étouffer la voie des syndicalistes unitaires, des travailleurs combattifs, qui clament l'urgence de bâtir, dans l'unité, des actions de masse susceptibles de faire échec à l'austérité.

Dégager les objectifs de lutte immédiats (non aux licenciements, 35 heures sans réduction de salaire, pas touche à la Sécurité sociale), définir dans l'unité les moyens de l'action, voilà à quoi doit répondre le syndicalisme, qui souffre de tant de désaffection. Sinon il ne pourra plaider non-coupable devant les travailleurs qui recevront des coups dont la violence sera pour une large part imputable à l'incurie de ses directions.

Aux syndicalistes unitaires de mettre tout le poids dans cette bataille.

Jean Lantier

propriétaire une part financière exorbitante, objectif pour lequel il n'hésite pas à vendre l'industrie française à l'étranger, à brader le patrimoine national le plus vite possible. La CGT en déduit que ses actions doivent mettre en lumière ce trafic antifrançais. Et de bloquer treize machines en partance pour Renault-Espagne, et d'exhiber sur les Champs-Élysées des Renault fabriquées au Portugal ou en Espagne.

Dès lors, les actions ne peuvent qu'être minoritaires. Poursuivant deux lièvres à la fois, le PS et la défense de l'industrie nationale, la CGT tourne le dos à l'action de masse qui ne se conçoit qu'en fonction des revendications ouvrières, qui rassemble parce qu'elle unit les travailleurs autour de leurs besoins

communs, l'emploi en tête.

Preuve de cela, le choix des slogans centraux. Si l'idée « Ça suffit, on a assez trinqué ! » correspond bien à un sentiment immédiat de ras-le-bol, ce n'est qu'une description d'un état d'esprit. Reste l'essentiel, la transformation en lutte collective, pour bâtir un rapport de forces favorable au plus grand nombre, contre les licenciements et les suppressions d'emplois, les salaires et pour la protection sociale.

La CGT se cantonne à l'énumération des méfaits de l'austérité, mais évite de fixer le but à atteindre : mettre en échec patronat et gouvernement. Le rôle qu'elle s'assigne désormais est avant tout dénonciatoire, comme si elle renonçait officiellement à



Des actions de commandos sur les Champs-Élysées ou bâtir un rapport de forces favorable aux travailleurs menacés ?

●●●
remplir sa fonction première : celle d'un syndicalisme de mobilisation, d'action directe, mobilisant la majorité des travailleurs.

Les conséquences sont incalculables. Le doute s'est insinué parmi nombre de travailleurs sur la validité de l'action collective, du syndicalisme pour se défendre. L'arme au pied entre le 10 mai 1981 et juillet 1984, la CGT a encouragé, favorisé cet attentisme. Alors qu'il faut ressouder les rangs, la CGT par ses actions s'offre une rentrée sociale dont la première caractéristique est de faire des travailleurs les spectateurs passifs du scénario mis au point à Montreuil.

La CGT, se donnant pour le seul syndicat de classe, fait tout pour apparaître comme une forteresse assiégée par le syndicalisme réformiste, le PS, le gouvernement, etc.

Mais qui a envie d'entrer dans une forteresse assiégée ?

Fraction politique et division syndicale

L'effet premier de cette orientation est le travail de fraction politique publique assumée par une partie du bureau confédéral. Dénonçant le 30 août, dans un communiqué, « les interventions de plusieurs porte-parole du Parti socialiste » qui « témoignent d'une volonté préoccupante de vouloir placer les syndicats sous la tutelle des choix gouvernementaux », la majorité du bureau confédéral oblige ses membres socialistes à réagir en fonction de leur appartenance politique. Cette façon sectaire de procéder est consciente. Elle n'aboutit pas à unifier le syndicat autour de la défense des intérêts ouvriers, qui passe par le combat résolu contre la politique du pouvoir, mais divise la CGT entre socialistes et partisans du PCF.

André Deluchat et Gérard Gaumé défendent en partie la

politique gouvernementale. Le débat auquel ils sont accablés, et avec eux tous les socialistes de la CGT, ne porte pas sur la condamnation de la politique de Fabius et sur la manière de la mettre en échec. La majorité confédérale veut porter le fer sur le PS, sa responsabilité et l'incompatibilité d'y appartenir pour prétendre diriger la CGT. L'exutoire socialiste existe désormais dans la CGT, prêt à être livré en pâture à une fraction politique qui sait le bilan confédéral désastreux. Les mécanismes du 42^e Congrès sont en place.

La division syndicale n'épouse pas seulement les contours des grands partis politiques. La méthode des coups de main minoritaires ne recueille pas un assentiment large, si elle peut séduire de jeunes militants, confondant la nécessaire action radicale de masse avec ces opérations artificielles. Le syndicat CGT des cadres de Renault réagit en condamnant « l'action des petits groupes (...) quand elle prend la forme de la manifestation du 29 août sur les Champs-Élysées ». Les discussions de

rentrée autour de ces actions montrent que nombre d'adhérents se sentent peu concernés.

Logique suicidaire

La CGT obtient ce qu'elle cherchait, une polémique politique avec le PS entourée du silence passif des travailleurs.

« Ça suffit ! La CGT a assez trinqué ! », est-on en droit de dire aux dirigeants confédéraux, en tout cas à ceux de la majorité confédérale. Que va-t-il rester de l'outil syndical, de la CGT, au bout de la folle spirale qui entraîne la centrale de Montreuil dans une nouvelle croisade antisocialiste ?

Ainsi, en cette rentrée, rien ne serait plus urgent que de centrer les coups contre le PS, quand au contraire il faudrait une levée en masse contre l'austérité à la sauce Fabius.

Objectif syndical et division politique

Ainsi, en cette rentrée, rien ne serait plus urgent que de défendre la France et son

patrimoine national, quand le patronat mène une guerre de classe contre les travailleurs.

Désormais, rien n'est plus urgent que de défendre le syndicat contre sa régression fractionnelle. La tâche primordiale, à la rentrée, est de chercher les moyens efficaces pour empêcher patronat et gouvernement de licencier, de frapper la protection sociale et le pouvoir d'achat. Ces moyens, les travailleurs doivent les partager, les considérer comme leurs. Comment créer un rempart ouvrier contre le plan Besse et ses 21 000 suppressions d'emplois, comment épauler les luttes d'Unimétal, de la Navale, des Potasses d'Alsace, de Wonder pour éviter l'isolement, donc l'échec ? Comment battre le gouvernement et son budget d'austérité ?

Ce sont les questions syndicales sérieuses de l'heure. La chasse aux socialistes de la CGT est une voie de garage. La défense de la patrie bradée à l'étranger également. Il faut défendre l'outil syndical CGT avant qu'il soit à reconstruire totalement.

Jean Lantier

Produire français ou refuser les licenciements ?



Rentrée 85... Horizon 86...

C'est la rentrée...

Et tous les politiciens profitent de leur université d'été pour y aller de leur couplet sur 1986...

La droite discute cohabitation.

La gauche attend, paralysée, la défaite.

La rentrée sociale s'annonce difficile pour les travailleurs.

Pourtant l'heure n'est pas à la résignation. Contre le retour de la droite et contre la politique d'austérité du gouvernement, il faut autre chose à gauche.

C'est le combat de la LCR : rassembler toutes les forces anticapitalistes qui cherchent aujourd'hui une autre voie que celle des vieilles directions du mouvement ouvrier ! C'est pour défendre ces idées que la LCR a ouvert la souscription 1986. 2,5 millions de francs, voilà ce dont nous avons besoin pour intervenir lors de ces élections.

Ne pas laisser le terrain à la droite ou à l'extrême droite de Le Pen ! Affirmer une vraie gauche anticapitaliste !

Voilà ce que signifie les contrats militants et les fonds de souscription que vous donnerez pour la campagne de la LCR.

SENBLE

Georges	50
Didier	100
"007" pour l'alternative	250
Franco	200
Georges, bis	50
Didier, bis	100
"007" pour l'alternative, bis	250
Monique	100
Georges, ter	50
Didier, ter	100
Josephine	100

TOURS

santé	660
enseignant	550
edf	100
snaf	70
mame	50
MAREUX	100
PAU	600
METZ	660

FEDERATION 78

contrat militant Albert G.	100
Pascal, PTT Trappes	400
RENNES	350
BEAUVAIS	
Roland et Monique	500
Michel, DBA	50
André, PTT	50
ARGENTEUIL	
Catherine	200
Annie	200
Françoise	400
Pascal et Sylvie	100
Bon anniversaire au toujours progressiste médecin du Val d'Oise	200

TARBES

2 contrats militants	100
----------------------	-----

ROUEN

AM et P, Elbeuf	100
CM, Rouen	30
CM, Barentin	200
CM, Y et R.	200

LYON

Florence, Châlons sur saône	400
Aline, Châlons sur saône	100
Catherine, Lyon	100
J. Marc et Pascale, Lyon	100
Gilles, Lyon	300
Alain, Lyon	100
Noël, Privas	200
DIJON	350
BAYONNE	400

PARIS

Cellulepresse	500
Cellule José Carlos Mariategui	4000
Claude, poteau	200
CH, CM	200
MONTPELLIER: L.J.L., CM	100
CHALONS SUR MARNE: Gérard	100
"il est fini le temps des colonies" YC	50
SARCELLES: Véronique, Juillet-août	600
ROMANS, Nadine	200
AUXERRE, B.P.	100
TAVERNY, B.H.E.	100
ST BOHAIRE, Patrick B.	41
ANONYME	280
Le Clodo	100

TOTAL DE LA SEMAINE	15941
ANCIEN TOTAL	82 360,50
NOUVEAU TOTAL	98 301,50

WONDER

Tapie la casse

Louviers et Lisieux en Normandie, Saint-Ouen dans la région parisienne vivent à l'heure de la casse de l'emploi dans les usines du groupe Wonder. Les licenciements se succèdent en revanche depuis un an et les dernières promesses de création d'emplois à l'usine de Vernon, située entre Louviers et Paris, n'y changent absolument rien.

● De notre correspondant

« C'est fini pour vous, vous pouvez prendre vos affaires et partir. » A l'usine Wonder de Louviers, chacun se souvient de la brutalité féroce avec laquelle Tapie fit procéder au premier « nettoyage » du groupe qu'il venait de re-

démantelé en novembre 1984 par le vidage de près de deux tiers des effectifs. Les promesses de « Zorro » à propos de la création d'emplois de substitutions ou de mutations au sein du groupe ne rencontrent aucun écho.

Ceux de Lisieux refusent la fermeture pure et simple de leur usine et la disparition de

jour du Comité central d'entreprise, les travailleurs de l'établissement, soutenus par un car de salariés venus de Lisieux, se rassemblent. La direction est surprise par cette action. Elle avait prévu trois réunions successives en vue de valider les 519 licenciements prévus : réunion du Comité central d'entreprise, du comité d'entreprise de l'établissement de Saint-Ouen, et du conseil d'administration. Sous l'action des travailleurs, cette journée marathon aboutira au report du CCE. Les élus réclamaient la présence physique de Tapie. La même démarche eut lieu le lendemain vendredi à Lisieux et à Louviers. A Louviers, cent trente personnes sur cinq cents débrayaient une demi-heure à l'appel unitaire de la CGT et de la CFDT pour soutenir les travailleurs de l'atelier mécanique menacés de licenciement et les élus syndicaux qui retenaient l'envoyé du syndic. A Lisieux, quelques huiles, dont

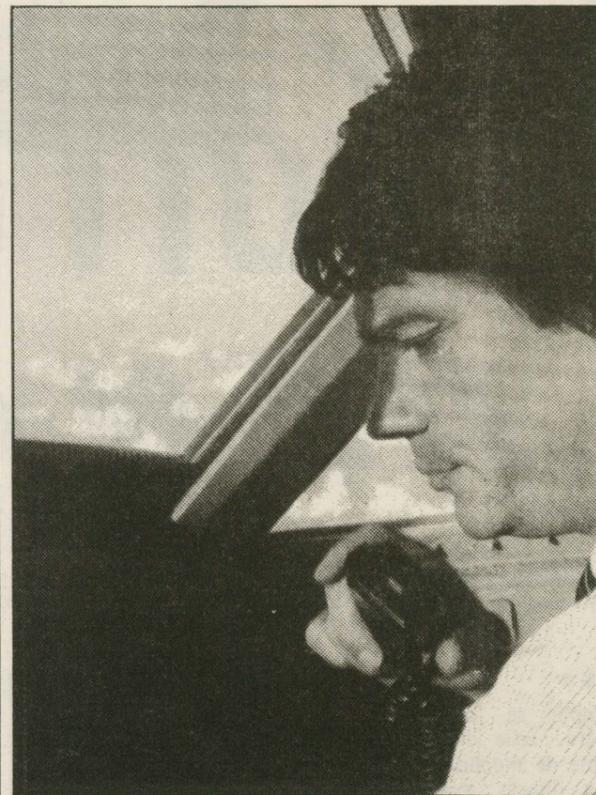
Breyton, bras droit de Tapie, ont été retenues deux jours, passant leur nuit dans la salle de conférence de l'usine.

Lundi 2 septembre, les travailleurs de Saint-Ouen manifestaient à nouveau en ville... dans le célèbre marché aux puces. A Lisieux, la visite de Tapie, le 5 septembre, ne devrait pas passer inaperçue.

La feuille d'entreprise de la LCR distribuée lundi à Louviers expliquait que pour faire céder Tapie il faudrait taper plus fort, et proposait une montée unitaire des Wonder à Paris.

Les promesses de « Zorro » en début de semaine concernant la création de plus de quatre cents emplois à Vernon (entre Louviers et Paris) ont évidemment la même valeur que celles faites depuis le début de la casse de Wonder : aucune !

Arthur Bergerac



Tapie aux commandes de son avion personnel



Tapie la casse, Tapie le mégalo

prendre à la fin de l'année 1984. Inutile de décrire l'ambiance dans les ateliers. Même certains chefs pleuraient. A Saint-Ouen, des centaines des travailleurs attendirent des heures en manifestation sous la pluie que le « Zorro des entreprises en difficulté » vienne leur expliquer « à quelle sauce » il comptait les manger. Tapie fit une entrée en trombe dans la cour de l'usine, au volant de sa Porsche, stoppa à quelques centimètres des premiers rangs des manifestants : l'ambiance était chaude. Il tourna autour du pot pendant plus d'une heure, évitant les questions précises devant des travailleurs rassemblés dans une salle de l'usine. En novembre dernier, malgré la résistance des secteurs touchés, 750 travailleurs de Wonder se retrouvaient ainsi au tapis. Licenciés. C'est peu de dire que ceux de Wonder n'ont pas eu le temps ni l'occasion de goûter aux charmes de la coqueluche des médias !

Chez Wonder, Tapie, c'est surtout le casseur d'emplois. Même si, comme à Louviers, on est peu « touché » cette fois-ci. Les dix-sept licenciements prévus n'en signifient pas moins la disparition de l'atelier mécanique, déjà

243 emplois. Tapie, qui a la promesse sélective, s'engage à créer un atelier de produits plastiques qui « emploierait soixante-dix personnes dès son ouverture », comme l'écrit le quotidien local *Paris-Normandie* (du groupe Hersant), dans son style inimitable. Tapie a déjà oublié ce qu'il avait promis à Lisieux même : maintenir pendant deux ans au moins la production de piles sous enseigne Wonder. « Nous ne voulons pas que cette fabrication nous échappe et passe sous le contrôle de la SAFT, filiale que la CGE nationalisée a vendu en août dernier à Bernard Tapie », expliquent les syndicalistes de la CGT. Enfin ! Il avait bien juré, à Louviers, de « revenir d'ici à deux ans à l'effectif de 1984 » !

La mise en règlement judiciaire des entreprises rachetées constitue un obstacle supplémentaire pour l'action des travailleurs. Elle permet en effet à Tapie, appuyé par le syndic, de licencier dans des délais très courts sans aucun avis des CE et de la direction de la main-d'œuvre. Le CNPF a déjà dû remercier la gauche du maintien de cette disposition anti-ouvrière.

A Saint-Ouen, le 29 août,

Editorial des feuilles d'entreprises

Défense de l'emploi : ne pas se tromper de cible !

La rentrée est pleine des échos des actions de la CGT. Ces actions seraient la réponse à la question brûlante de l'heure, comment défendre son emploi. Mais voilà. Cette manière de faire, qu'emploie la CGT à Renault, passe à côté des objectifs patronaux de Besse, sans s'y opposer.

Ce que veut le P-DG de Renault

Ce que veut Besse, c'est appliquer à la Régie la technique patronale utilisée ailleurs avec succès. Il s'agit d'obtenir une meilleure compétitivité de la firme de Billancourt par une baisse des coûts de la production. Ce qu'ont fait Japonais, Italiens et Américains. Besse veut le faire pour Renault. Payer moins cher toujours moins de salariés pour fabriquer en moins de temps possible des voitures, afin qu'elles se vendent mieux, tel est l'objectif dont l'unique but final est de faire fructifier les profits patronaux.

Pour les ouvriers, le bilan est net : alors que les profits se portent de mieux en mieux, en un an 160 000 chômeurs de plus viennent de l'industrie, les emplois précaires se développent, tandis que le pouvoir d'achat et les allocations-chômage baissent.

Bataille de France ou bataille de l'emploi ?

La direction de la CGT ne s'oppose pas à cet objectif. Elle parle d'autre chose. Pour elle, défendre l'emploi, ce serait défendre le caractère français de Renault. Car la menace principale serait que les patrons bradent l'industrie française à l'étranger. Donc, dit-elle, rien ne serait plus urgent que de

défendre la patrie et son patrimoine industriel contre « le parti de l'étranger » que serait le patronat, Besse en tête.

Dès lors, le mot d'ordre CGT n'est pas : non à toute suppression d'emploi, non aux licenciements. C'est, au contraire, défendons le développement français de la marque, contre son déploiement à l'étranger. L'action la plus urgente, c'est bloquer les départs de machines pour l'Espagne ou la Belgique, et non de bâtir un rapport de forces favorable aux travailleurs, par la lutte unie de tous les travailleurs.

Faire cela, c'est contourner la tâche la plus urgente, convaincre tout le personnel qu'il faut se battre et non chercher une solution individuelle, se battre au coude au coude dans l'unité, se battre pour sauver tous les emplois et non pour un meilleur plan industriel dont la seule qualité serait d'être français.

Faire échec au plan Besse !

Que les actions pour défendre l'emploi soient dures, c'est normal. Dos au mur, les mineurs de potasse d'Alsace, les sidérurgistes de Pompey ou les ouvrières de Wonder sont contraints par les agressions patronales à des luttes radicales. D'autant que le gouvernement manie les CRS pour toute réponse. Mais ces actions ne doivent pas se substituer aux travailleurs, les ravalent au rang de spectateurs d'opérations minoritaires venues d'ailleurs. Actions dures de travailleurs décidés, d'accord. Pourvu qu'elles servent la levée en masse, unitaire de tous pour la bataille commune sur l'emploi. Car tout le monde du travail a intérêt à l'échec du plan Besse, qui voudrait faire de Renault, avec ses 21 000 suppressions d'emplois, une deuxième sidérurgie.

SNCF

La solitude mortelle de l'agent de conduite

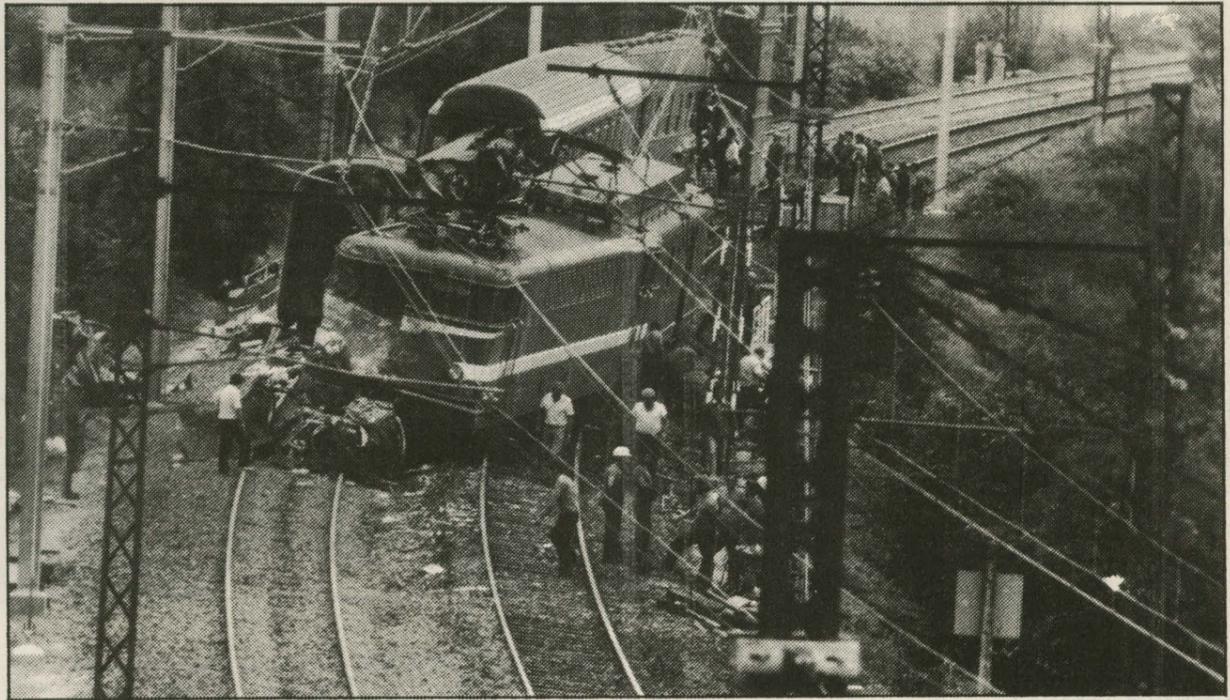
Huits morts au passage à niveau de Saint-Pierre-du-Vauvray le 8 juillet, trente-deux morts sur une voie unique, à Flaujac, le 3 août, quarante-deux morts à Argenton-sur-Creuse la nuit du 31. Comment s'expliquent ces drames en chaîne du moyen de transport le plus sûr qui soit ? Ils ne doivent rien à la malchance mais tout à un choix : sécurité ou rentabilité.

La sécurité est affaire de choix. Et ce n'est pas d'abord par souci de sécurité que la SNCF a remplacé les gardes-barrières par des passages à niveau automatiques, fragiles d'ailleurs. Ce n'est pas pour éviter, à tout prix, les risques de collision non plus que la compagnie nationale laisse des lignes à une seule voie parcourues par des convois ne disposant pas de liai-

son avec les gares, afin de s'assurer en permanence que le passage est libre. Ce n'est pas la sécurité enfin qui implique de généraliser la conduite à un agent au lieu de deux. Des convois voyageurs où elle est déjà en vigueur (20 % du trafic) aux convois marchandises. Parce que l'on a systématisé l'installation d'une radio dans les machi-



Sécurité ou rentabilité ?



Cri et avertissement

Septembre 1983. Le réseau SNCF normand (Paris Saint-Lazare, Rouen, Dieppe, Le Havre) est paralysé. Les agents de conduite (ADC) refusent la généralisation de la « conduite à agent seul ». « En 1978, nous avons déjà fait la grève contre la même mesure, explique la section technique ADC-CGT du dépôt du Havre dans sa brochure *Quai des brouilles* qui est paru à la fin du conflit, puis il y avait eu les trains postaux... Enfin le Sud-Est l'avait avalé, mais chez nous l'os mit dix jours à passer... »

« Une révolte qui vient de loin » : les raisons et motifs de leur grève viennent d'être mortellement illustrés par l'accident d'Argenton-sur-Creuse. Le conducteur de Paris-Port-Bou était seul, lui aussi, dans sa cabine. Laissons-les parler.

« Si les années risquent d'effacer le choc psychologique de la conduite à agent seul, il faudra se souvenir que cet aspect du problème a marqué une génération d'agents de conduite et a constitué le noyau central de notre opposition à un tel projet. Seul dans les trains avec la radio mais aussi avec toutes les conséquences ce n'était pas acceptable. »

« Nous l'avons suffisamment dit et écrit : la pénibilité du travail de nuit, le rythme veille-sommeil, l'horloge biologique, le rythme circadien¹, le mal-être... »

« La conduite à agent seul marquera son époque. »

« Depuis mai 1981 la gauche est au pouvoir et nous assistons donc à la mise en place d'une mesure

de l'ancien régime (S7BN°4) sous un régime de gauche. Difficile à faire admettre surtout lorsque le ministre des Transports est communiste. Mais les choses ne sont pas aussi simples et aussi mécaniques. La crise économique est bien présente et la déclaration du PD-G de la SNCF, monsieur Chadeau, à l'issue du conflit éclaire bien l'enjeu du problème qui nous opposait à la direction de la SNCF : la rigueur doit s'appliquer à tous les postes, à commencer par la main-d'œuvre qui représente 60 % de nos dépenses globales. Refuser un gain de productivité quand il est possible, c'est s'exposer à perdre du trafic. Il y a des points sur lesquels on peut négocier d'autres sur lesquels on ne peut pas. Et la conduite des trains par un agent unique est de ceux-là. »

« Malgré tout les faits sont là, le développement de la grève a démontré que les motivations professionnelles se sont progressivement jointes aux contestations politiques. Des interrogations et des inquiétudes ont pris la place de la confiance en l'avenir du régime en place. Était-ce l'annonce d'un profond mécontentement ouvrier ? d'une désillusion politique ? »

« Les méthodes d'action employées lors de la grève ont démontré la volonté d'aboutir comme un désespoir qui veut se faire entendre. L'écho de ce cri restera longtemps présent... »

1. Expressions désignant les rythmes d'activité naturelle de l'organisme (nourriture, veille, sommeil). Circadien : concerne la période nocturne (NDLR).

Mort, le 28 août à Polygram

Mercredi 28 août, Louviers, un intérimaire de trente-deux ans, père de deux enfants, meurt prisonnier d'une presse à carton, trois jours après son embauche. Plusieurs travailleurs, spécialistes de cette même presse, figuraient sur la liste des trente et un licenciés de l'entreprise, début août.

Parmi eux, il y avait notamment un délégué CGT. L'effectif de l'usine a fondu de huit cents à quatre cents salariés depuis 1978. Pour « raisons économiques » paraît-il. Pour les mêmes

raisons, sans doute, la direction fait appel aux officines du travail flexible et bon marché que sont les agences d'intérim, réserves de chômeurs en fin de droits contraints d'accepter n'importe quel emploi, dans n'importe quelle condition, même sur des machines dépourvues de sécurité. Car avec 280 millions d'« excédent brut d'exploitation » (profit !) comme on dit si joliment, Polygram licencie toujours, et n'avait sans doute pas non plus de quoi installer une cellule photo-électrique sur cette presse meurtrière !

Ces choix, par contre, accompagnent logiquement une politique de compression des coûts d'équipements et de main-d'œuvre, maintiennent ou multiplient des risques, qui viennent de se transformer en drames, avec des dizaines de morts.

La conduite à agent seul, par exemple, permet de réduire substantiellement les effectifs. Les luttes des agents de conduite, ces dernières années, dénonçaient par contre les dangers auxquels cette mesure les expose. Eux et ceux qu'ils transportent (voir « Cri et avertissement »).

Le conducteur de Paris-Port-Bou, samedi 31 août, a d'abord été victime de cette course à la rentabilité. Comme les dizaines de voyageurs du train dont il était responsable, seul, au milieu de la nuit. La manette de veille automatique à contrôle de maintien (VACMA) dans sa cabine a certes fonctionné. Le conducteur du train doit la pousser à intervalle régulier, toutes les quarante secondes.

agent de conduite dans la cabine aurait sans doute permis d'éviter la catastrophe... Tout comme les moyens de liaison radio nécessaires, à Flaujac, auraient pu permettre au chef de gare qui venait de se rendre compte de son erreur d'avertir les conducteurs des deux trains qui roulaient l'un vers l'autre. Afin qu'ils stoppent immédiatement leurs machines. Mais l'austérité à la SNCF commande l'utilisation du progrès technique. Elle interdit donc la multiplication des moyens de liaison gares-radios sur les voies uniques, comme elle prétexte de la présence d'une radio dans les machines pour réduire la conduite d'un train de deux agents, à un seul ! Le mal vient de loin. Les critères de rentabilité et d'équilibre financier qui président au fonctionnement du service public datent des années soixante-dix, sous Pompidou (accord Etat-SNCF du 27 juillet 1971). Les effectifs passent de 320 000 à 220 000 au-

En cas d'incapacité-malaise par exemple, la VACMA entraînera l'arrêt automatique du train. Mais ce système de contrôle d'attention de l'agent de conduite ne lui fut d'aucun secours lorsqu'il dut, en trois kilomètres et moins de deux minutes, enregistrer cinq panneaux d'indications de vitesses différentes, pour cause de travaux sur les voies. Ils lui ordonnaient de rouler à cent kilomètres heure, puis de se préparer à réduire sa vitesse à trente, avant de reprendre sur un kilomètre la vitesse précédente, et d'exécuter enfin le freinage annoncé. Le conducteur n'ayant pas identifié l'un des panneaux a vraisemblablement tenté de vérifier son contenu précis dans sa feuille de route... trop tard.

La présence d'un second

jour'hui. La courbe de productivité s'envole, le trafic connaît une progression continue. Le nombre des accidents de train en baisse régulière avant 1970 connaît une hausse marquée jusqu'en 1975, puis revient au niveau précédent. Mais plus généralement les accidents du travail à la SNCF après avoir atteint « leur palier minimum en 1970-1972 reprennent une hausse lente mais affirmée jusqu'au niveau de 4,5 % d'agents accidentés par an en 1982 »¹.

Comme partout ailleurs, donc, la course à la compétitivité se paie. Dans l'industrie en général, elle fait environ quatre morts par jour !

Michel Morel

1. Voir les Cheminots, Georges Ri-beill, la Découverte.



ITINERAIRE D'UN COMMUNISTE DE SEINE-SAINT-DENIS

Du PCF à la LCR

Jean-Yves Lesage vient d'adhérer à la LCR. Son passé politique est le suivant : président de l'UNCAL sur son lycée, membre du comité de section de sa localité à dix-sept ans (Rosny-sous-Bois), membre de la commission nationale de l'UEC puis du bureau fédéral de la Jeunesse communiste, permanent du PCF à Rosny puis secrétaire général de l'union locale CGT. A vingt-cinq ans, après s'être embauché en usine, il démissionne du parti et sollicite son adhésion à la LCR. Son interview prend dès lors une valeur particulière dans la situation de crise du PCF.

□ Ton parcours commence très classiquement. Où s'est produite la rupture ?

Partons du début. Je suis fils d'ouvrier cégétiste, biberonné dans le souvenir des martyrs de la Résistance et des héros d'Octobre. La politique m'attrape définitivement en Mai 68, à... neuf ans, en visitant l'usine occupée de mon père. L'époque est simple : patrons = salauds, PS = traîtres, gauchistes = flics. A seize ans, malgré quelques réticences à cause des libertés à l'Est, la route de l'action passe par la Jeunesse communiste. Il faut mesurer à quel point pèse le mensonge idéologique le plus matraqué par les staliniens : le PC est le seul parti de la classe ouvrière. Mes premières années d'activisme forcé dans une situation (facile) d'opposition viennent « confirmer » dans la pratique ce postulat. Et quand je m'affronte, violemment, avec les « instances » [Erythrée, position vis-à-vis de l'UNEF (US), *Avant-garde hebdo* (la drogue)], cela n'entame en rien mon attachement, puisqu'il représente le seul possible. Je passe à cette époque aux yeux de beaucoup comme un inconditionnel féroce. La rupture de l'Union de la gauche en 1977 ne me pose pas de problème. Les campagnes entre 1977 et 1981 non plus : le Chiffon rouge et le congrès des JC en 1980 (« Vive la révolution ! ») me comblent. Mes premières vraies divergences surgissent après les municipales de 1983.

□ Mais les virages successifs du PC sur l'union, pendant cette période...

J'ai confiance. Notre direction agit au mieux avec les « social-traîtres ». En revanche, un poison s'accumule depuis ma permanentisation sur Rosny en 1980. Confronté à la médiocre réalité de la gestion municipale et aux grenouillages de l'appareil, le doute s'insinue, lentement mais sûrement. En 1982, j'étouffe, je demande à être embauché en grande entreprise, pour y militer bien sûr. Nouveau choc : on trouve l'idée saugrenue !

□ Comment as-tu ressenti la chute électorale du PCF ?

La surprise est totale. C'est un drame. C'est aussi un choc qui brise le mythe encore puissant de l'infaillibilité des directions. Des réflexions critiques commencent à s'élaborer, mais dans la volonté d'aider le parti à remonter la pente. On commence à percevoir les effets liquidateurs de l'orientation du XXII^e Congrès sur le parti des « 1 million d'adhérents ». Les cellules se démultiplient sans rapport avec nos possibilités d'encadrement.

□ Et la présence des ministres communistes au gouvernement ?

Je n'avais aucune illusion. Nous n'avions pas le choix : il fallait participer. Mais, progressivement, je trouvais la direction du parti empêtrée dans de lamentables contradictions. L'échec du PC aux élections européennes a achevé d'ouvrir les portes au débat. En Seine-Saint-Denis, les partisans d'Asensi [ex-secrétaire général de la fédéra-

tion, ex-membre du comité central, NDLR], majoritaires au bureau fédéral, allaient très loin dans la critique. Le XXV^e Congrès était pour moi celui de la dernière chance. Un retour sur Althusser m'a ramené, confusément, vers le marxisme. Mais le groupe Asensi ayant choisi de taire ses divergences, ma conférence de section sanctionna durement les soixante-dix amendements que je défendais dans ma cellule. Les dirigeants fédéraux faisaient repousser sans difficulté des idées que j'avais entendues défendre « en privé ». C'est là que j'ai fait définitivement le constat de l'impossibilité d'une alternative révolutionnaire à l'intérieur du PCF. Privé de tout appui théorique, isolé et embarrassé dans d'inextricables contradictions, j'ai simultanément opéré un retour sur les classiques du marxisme et rencontré mon premier militant LCR.

Progressivement, j'ai pu répondre de façon cohérente aux questions qui m'assaillaient et j'ai sollicité mon adhésion.

□ Comment a réagi ton entourage ?

La direction de la section, pourtant « moderniste », parle d'« écoeurément » et de « renégat ». Les militants sont partagés. J'étais (et j'en suis fier) plutôt estimé. Je fus même proposé premier secrétaire de la section, poste que j'ai refusé en voyant la tournure du congrès. Une majorité de camarades m'a assuré qu'ils ne me considéraient pas comme un traître. Et le débat continue avec nombre d'entre eux qui ne se satisfont pas de leur situation dans le parti. Il sera indispensable de retrouver ceux-là dans le parti révolutionnaire à venir. Et c'est aussi pour créer ce lieu de rencontre que j'ai adhéré à la LCR. Mais le débat est souvent difficile par manque de formation politique des militants ouvriers du PCF. Leur méconnaissance de l'histoire du mouvement ouvrier ne m'a frappé qu'après mon départ.

□ Comment se passe ton intégration à la LCR ?

D'abord une énorme satisfaction quant à la démocratie

interne, et au niveau politique des militants. Je continue d'approfondir ma formation théorique, intégrant sans problème les réponses « trotskystes » aux interrogations qui naissent à l'écoute de la version stalinienne.

□ Et l'avenir ?

L'expérience d'un gouvernement socialo-communiste éclaire le débat de vérités nouvelles. Cette expérience n'oblige personne à adhérer à la LCR, mais libère un espace pour les révolutionnaires. L'effritement électoral, l'éparpillement idéologique, et surtout l'effondrement organisationnel du PC (plus le crétinisme tout particulier de la direction Marchais) sont des données nouvelles et majeures. Elles transforment l'ancienne problématique et nous donnent une responsabilité historique : réussir la reconstruction d'un parti ouvrier et révolutionnaire avec tous ceux qui souhaitent une alternative anticapitaliste (militants déçus de 1981, jeunes radicalisés dans l'abstention...). En ce sens, les législatives peuvent servir de tremplin. Mais rien ne se fera sans articuler une dénonciation du PC et du PS et l'organisation concrète, sous des formes audacieuses, des regroupements militants dans les entreprises et les localités.

Je crois aussi que les phases successives de déclin de la CGT doivent nous ramener à mieux développer un patient travail syndical de reconstruction de l'outil syndical, et à rompre définitivement avec des pratiques héritées d'une époque où les staliniens, forts de leur hégémonie triomphante, pouvaient nous présenter comme entristes et fractionnels. Je pense, enfin, que la prolétarisation de l'organisation ne se fera pas à coups de déclarations principales (même justes). Elle se méritera au fil d'un travail obscur et quotidien, car il ne sert à rien d'avoir raison quand tu es seul à savoir que tu as raison.

Propos recueillis par Jean Lantier

L'armée rouge, en 1917. La prise d'un tank à Kokhouka



ALLEMAGNE

Espionnage:
une affaire
nationale

Coïncidence fâcheuse, à Bonn, pour Kohl : le passage à l'Est de Hans-Joachim Tiedge, numéro deux du contre-espionnage ouest-allemand, intervient alors que s'ouvre le procès pour corruption de deux anciens ministres de la coalition gouvernementale démocrate-chrétienne et libérale impliquée dans l'affaire Flick.

La conjonction de ces deux affaires aurait mis à mal la stabilité du gouvernement dans n'importe quel autre Etat. S'il n'en va pas ainsi à Bonn, c'est que les affaires d'espionnage inter-allemandes ne font pas vraiment scandale. La réaction de Kohl accusant Berlin-Est de « porter atteinte aux relations inter-allemandes » pour faire oublier ses déboires, a suscité une désapprobation à peu près générale, y compris de Strauss, le leader de la droite bavaroise, qui lui a reproché de « tout mélanger ». La classe politique à l'image de l'opinion considère, de fait, l'espionnage entre les deux Etats allemands comme une sorte de sport national.

Le temps où Brandt devait démissionner de la chancellerie après que l'un de ses principaux collaborateurs ait été convaincu « d'être lié à l'autre partie » est d'évidence bien révolu. Leçon de l'histoire en quelque sorte, la division artificielle de la nation allemande imposée conjointement par la bureaucratie soviétique et l'impérialisme, sur fond de tension Est-Ouest, résiste mal à l'épreuve de ce genre de faits.

Les moyens mis en œuvre pour infiltrer « l'autre côté » sont aussi considérables à Bonn qu'à Berlin-Est. Le BND (Bundesnachrichtendienst), l'un des trois services secrets ouest-allemands, a vu cent-soixante-huit de ses agents — ce qui est énorme — démasqués en RDA durant les seuls dix-huit derniers mois. La STASI, la très efficace et redoutable police politique est-allemande, est quant à elle polyvalente et utiliserait selon les sources occidentales plusieurs milliers d'informateurs en RFA. Les relations entre ces deux services sont marquées par une certaine courtoisie dont témoignent les échanges fréquents d'espions « grillés ».

Autre aspect singulier de ces relations troubles, l'homme qui dirige la STASI, Markus Wolf, formé à la grande école soviétique et surnommé pour cette raison Mischka, est en place depuis trente ans. Il a participé à tous les crimes du stalinisme en Europe orientale mais il s'est aussi taillé une solide réputation de « libéral » auprès de ses homologues occidentaux qui ont quant à eux un beau palmarès de « saloperies » au service de l'OTAN.

Aucun peuple n'a rien à gagner aux activités de tous ces services secrets tentaculaires qui sont autant de moyens d'imposer des systèmes de domination dont ils assurent peu ou prou la pérennité. Ici le règne du capital et du profit, la-bas le joug bureaucratique. Il est à ce titre révélateur que, dans les Etats où le gouvernement prétend permettre un « contrôle démocratique » sur les services spéciaux, sous forme de contrôle parlementaire, les forces qui ne jouent pas ce jeu sordide sont exclues de celui-ci. C'est le cas des Verts en RFA.

Au-delà, et en mettant en avant chaque fois que nécessaire l'exigence que soient dissous les services secrets, seule la réunification de l'Allemagne et l'instauration d'une fédération des Etats-Unis socialistes d'Europe est de nature à résoudre les problèmes de la taupinière qu'est devenue l'Europe.

Jean-Louis Michel



Travailleurs dans une usine Renault, à Gordoña

ARGENTINE

Grève générale
contre le FMI

L'Argentine a droit depuis juin à une nouvelle politique d'austérité made in FMI. Résultat concret : déjà 200 000 chômeurs de plus sur le carreau. Contre ces mesures de sangsue, la CGT a appelé à une mobilisation générale le 29 août dernier. Une journée de demi-succès ou demi-échec en raison des ambiguïtés de la direction syndicale.

Le 10 du mois, le salaire de base est déjà envolé. Le plan d'austérité décrété par le gouvernement à la mi-juin dernier a beau avoir décidé du gel des prix en compensation du blocage des salaires, depuis les tarifs de gaz et d'électricité ont été augmentés. Et les produits de première nécessité ont accusé entre juin et juillet une hausse de 10 à 20 %. Résultat, pour une centaine d'australs, l'équivalent local du SMIC, tu n'as plus rien : le coût de la vie pour une famille moyenne est de trois cents australs par mois.

Le 29 août, deux cents mille personnes se sont donc rassemblées sur l'artère centrale de la capitale pour protester contre ces « affa-

meurs » du parti radical au pouvoir. Le mot d'ordre de grève générale lancé par la CGT, la centrale unique des travailleurs, a été suivi à 90 % dans la ceinture ouvrière de Buenos Aires, environ 40 % en province et très peu dans la capitale où vit et travaille la petite bourgeoisie.

200 000 licenciés

La valse des étiquettes a toujours été un sujet de préoccupation majeur pour l'ensemble de la population mais le chômage l'est aussi. Le plan d'austérité qui, en juin dernier, a accompagné les mesures monétaristes de dévaluation du peso et de création de l'austral sont parmi les recettes classiques du libéralisme tous azimuts. Il prétend permettre au pays de retrouver les moyens de payer sa dette extérieure qui, en atteignant le chiffre de 48 milliards de dollars, est l'une des plus élevées du continent latino-américain. Elle a été contractée du temps de la dictature pour financer les opérations spéculatives des généraux. La désindustrialisation a été phénoménale pendant les six ans du régime militaire. Aujourd'hui, le pays ne produit plus et la dépendance vis-à-vis du capitalisme étranger est à son point maximal. Chaque mois, les experts du FMI viennent dicter leurs conseils à Buenos Aires.

Le plan de guerre d'Alfonso vise le rétablissement du

taux de profit des entreprises, la chasse au coût de production est ouverte. Les réductions d'effectifs de salariés sont drastiques ; selon la CGT, depuis le 13 juin dernier, 67 000 personnes auraient perdu leur emploi dans le seul secteur de la construction et 200 000 tous secteurs confondus. Le gouvernement tait les chiffres du chômage mais crie sur tous les toits que sa politique d'austérité lui a permis d'obtenir le réajustement d'une partie de la dette ainsi que des crédits relais. Enfin le comble : il impose l'austérité aux travailleurs de la production mais annonce aux officiers de l'armée que leurs appointements seront révisés à la hausse.

La CGT a donc appelé à la grève. Malheureusement, cet appel traduit plutôt les ambiguïtés de la direction de la centrale péroniste qu'une volonté effective de lutte. D'emblée, le gouvernement l'a accusée d'avoir des arrières-pensées électorales. Le 3 novembre prochain se tiendront des législatives partielles. Les Argentins éliront la moitié de la chambre des députés ainsi que plusieurs responsables municipaux. La direction syndicale est tentée de capitaliser les voix des travailleurs pour le compte du Parti justicialiste qui historiquement appartient au même courant péroniste.

« Et après le 29 ? »

De fait, cette direction syndicale ne semble pas savoir sur quel pied danser. L'appel à la grève générale intervient après qu'elle a totalement cautionné la politique d'austérité. Il intervient surtout après le conflit de l'entreprise Ford où les quatre mille ouvriers grévistes n'ont jamais pu compter sur son soutien. Pire, un leader syn-

dical s'est même retrouvé aux côtés du patronat pour appeler la police. Dans ce contexte, la grève apparaît plus qu'insuffisante aux travailleurs qui se demandent : « Et après le 29 ? » De plus, la décision a été prise dans le secret des appareils sans aucune discussion démocratique. Le risque d'accroître la division au sein du mouvement ouvrier semble donc avoir été assumé par la centrale.

Cependant, subsistent des secteurs d'avant-garde qui défendent dans les entreprises des listes CGT mais antibureaucratiques et initient des conflits autonomes. Le 3 novembre prochain, les partis qui ont clairement opté pour une politique de classe semblent devoir faire liste commune. Le Mouvement d'action pour le socialisme et le Parti ouvrier¹ sont en discussion pour un front. Les candidats devaient être présentés le 5 septembre. Le front de la gauche a déjà reçu le soutien des morenistes² et de divers groupes péronistes qui ont rompu avec le parti justicialiste. Mais plus encore que le 3 novembre, la prochaine échéance pour cette avant-garde est le 23 octobre, date à laquelle sur tout le continent sera organisée une journée de lutte et d'action pour l'annulation pure et simple de la dette. C'est là que se mesurera le succès de ce mot d'ordre qui résume une politique de défense des intérêts des opprimés latino-américains.

Flora Chénétier

1. Le MAS et PO sont deux organisations se réclamant du trotskysme. A la tête du premier se trouvent d'anciens dirigeants du Parti socialiste des travailleurs. Le second, Parti ouvrier, est issu de l'ancienne Política obrera. Pour connaître les positions du MAS, voir l'interview d'une de ses dirigeantes, Silvia Diaz in *Inprecor* n° 165 du 23 janvier 1984.
2. Courant dirigé par Nahuel Moreno qui a scissionné de la IV^e Internationale au congrès de 1979.

HAITI

La fin d'un règne ?

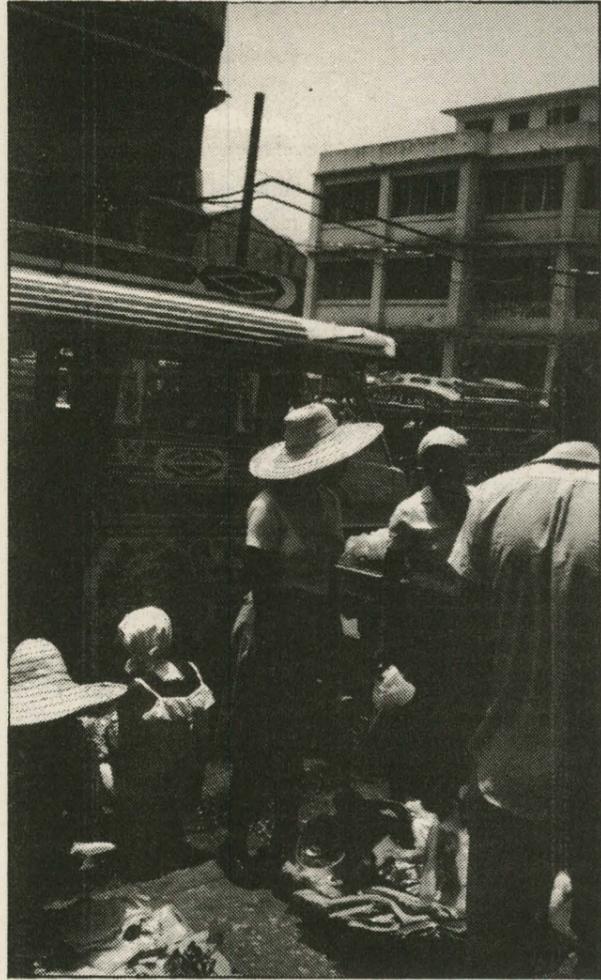
Le référendum du 22 juillet a été un échec pour la dictature de Jean-Claude Duvalier. La population urbaine l'a boycotté massivement. Y compris la bourgeoisie. Pour les Etats-Unis et la France, principaux bailleurs de fonds d'Haïti, la transition vers un régime moins compromis devient nécessaire.

Une terre de misère. Une terre de répression. Un enfer pour les paysans dépouillés et terrorisés par les « tontons macoutes ». Un pays sans espoir. Une nation qui s'éteindra lorsque les pluies auront fini d'emporter les dernières terres agricoles.

milliers de personnes. « Vive Jésus ! », « A bas la misère ! », criait-on. Et tout le monde savait ce que cela signifiait : « A bas Duvalier ! ». L'Eglise catholique est aujourd'hui la grande force organisée du pays.

La base de la dictature

Marché à Port-au-Prince



Telle est l'image que l'on pouvait percevoir d'Haïti il y a peu de temps encore. D'autant plus qu'en 1980, une nouvelle vague de répression avait mis fin à de timides espoirs de libéralisation.

Les émeutes qui, en mai 1984, ont secoué plusieurs villes du pays ouvrent une nouvelle situation. Elles révélaient l'exaspération qui s'est fait jour dans le pays. Elles montraient aussi que la peur disparaissait. Depuis deux ans, du moins en milieu urbain, l'atmosphère a bien changé. Et l'opposition relève la tête.

« Vive Jésus ! »

L'Eglise prend ses distances avec le régime. Elle a organisé cet hiver de grandes marches religieuses réunissant plusieurs dizaines de

s'effrite de jour en jour, même si le sentiment antidictatorial reste moins fort dans les campagnes qu'à la ville.

Lorsque, bousculant la bourgeoisie mulâtre, Duvalier père, « Papa Doc », s'empara du pouvoir en 1957, le régime jouissait alors d'un soutien populaire. Il exprimait de manière détournée la volonté des masses noires de gouverner le pays à la place de l'élite mulâtre liée aux Etats-Unis.

Depuis que son fils, Jean-Claude, lui a succédé en 1971, le poids de la bourgeoisie traditionnelle s'est accru dans le régime. Aujourd'hui, elle sent qu'il lui est possible et nécessaire de reprendre les rênes du pouvoir, le régime actuel étant en train de perdre son assise. Et bien

qu'étroitement contrôlés, quelques personnalités bourgeoises ont commencé à jouer un rôle actif dans la vie politique du pays. Parmi elles se détache Hubert de Ronceray, ancien secrétaire d'Etat puis représentant d'Haïti à l'UNESCO. On le présente comme « l'homme des Etats-Unis ».

La jeunesse en première ligne

Début juin, un groupe de jeunes a annoncé une marche nationale de la jeunesse qui devait se rendre jusqu'au palais national pour crier « Non à la présidence à vie ! » Ils demandèrent à Hubert de Ronceray de « prendre la direction du mouvement et lui donner une ampleur nationale ». Ils lui écrivaient : « Nous optons du même coup pour votre philosophie politique et votre projet de société pour Haïti. » La manifestation fut interdite et n'eut pas lieu. Mais ses organisateurs rassemblèrent cependant plusieurs centaines de jeunes devant la cathédrale de Port-au-Prince, le 22 juillet. Depuis, ils se sont à nouveau adressés, à Hubert de Ronceray pour lui demander de prendre ses responsabilités et de les aider à « déclencher l'action collective tant attendue et tant souhaitée ».

Leur démarche exprime les contradictions et les difficultés de la situation. Après tant d'années de dictature, la volonté d'en finir avec le régime est certes grande. Mais le niveau de conscience de la

population est bas. Et la gauche, décimée par la répression et confinée dans la clandestinité, n'est guère en mesure d'offrir une alternative.

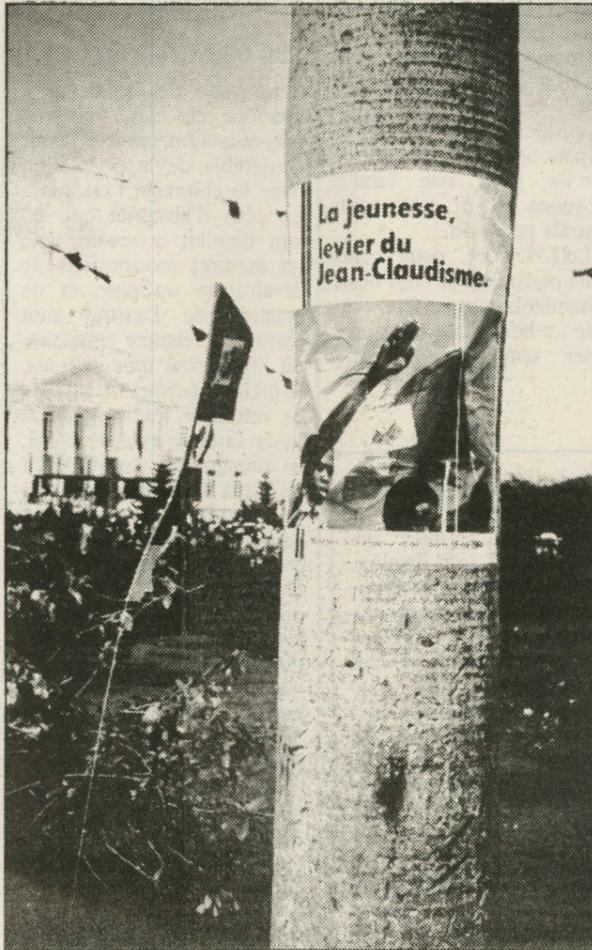
Le référendum boycotté

Tout comme l'opposition bourgeoise, les puissances impérialistes cherchent à obtenir la transition en douceur, vers un régime plus conforme à leurs intérêts. La dictature répond aux pressions par des manœuvres politiques. Mais la loi sur les partis politiques décidée en mai empêche le fonctionnement de tout parti d'opposition. Elle a soulevé un tollé général. Duvalier a tenté de faire avaliser par un référendum à la fois cette loi et le maintien de la présidence à vie. L'opposition appela au boycott. Et le jour du référendum, les rues de la capitale étaient désertées par une population désireuse de montrer qu'elle n'irait pas voter. Dans les campagnes, des camions allaient chercher les paysans. Il leur était expliqué qu'un prétendu « blanc », nommé de Ronceray, voulait prendre le pouvoir. Et dans les bureaux de vote, ils trouvaient une urne pour les oui et une autre pour les non !

Il est probable que cette situation de crise ne pourra pas s'éterniser et le dictateur devra ou bien faire de sérieuses concessions à ses adversaires ou bien se retirer. En attendant, les exactions des « tontons macoutes » restent le lot quotidien

Arthur Mahon

Une affiche du gouvernement haïtien à la gloire de Jean-Claude Duvalier



Après une si longue absence...

« L'année 1984 aura été sans conteste celle du renouveau des relations haïtiano-françaises », déclarait Jean-Claude Duvalier, le 22 avril dernier. Les relations entre la France et Haïti ne datent pas d'hier. Et quelles relations ! Produisant sucre puis café, Haïti était au XVIII^e siècle la principale colonie de la France. Elle compta jusqu'à près de cinq cent mille esclaves, traités encore plus durement que dans les autres colonies. C'était, selon les paroles d'un historien haïtien, « un moulin à broyer les nègres autant que la canne, et le principal tombeau de la traite ». Les esclaves s'insurgèrent en 1791. Après douze années de guerre, l'indépendance d'Haïti fut proclamée en 1804. Entre-temps, Bonaparte et ses alliés n'avaient pas envoyé moins de quarante-quatre mille soldats pour tenter de rétablir l'esclavage.

Plus tard, Charles X accepta de reconnaître une « autonomie » à l'ancienne colonie. Elle dut, en échange, donner des indemnités considérables aux anciens planteurs. Pendant un siècle, le paiement de cette dette greva lourdement les finances de ce pays. Aujourd'hui, Haïti est,

et de loin, le pays le plus pauvre d'Amérique latine. L'histoire des relations avec la France l'explique en partie.

Depuis quelques années, l'impérialisme français tente de reprendre pied dans l'ancienne colonie. La main-d'œuvre y est la moins payée du monde entier et c'est un tremplin intéressant vers les marchés américains. Quant au régime haïtien, il est prêt à mettre son pays aux enchères s'il y trouve son compte.

De fait, l'aide publique française, qui était de soixante millions de francs en 1982, s'est élevée en 1984 à deux cent trente-deux millions de francs, dont cinquante-cinq millions de dons. La France est devenue le second bailleur de fonds de la dictature, derrière les Etats-Unis et devant l'Allemagne. Au mois d'avril, une délégation du CNPF s'est rendue à Haïti. Elle fut suivie en mai par M. Baylet, secrétaire d'Etat aux Relations extérieures. Suite à ces missions, Haïti devrait connaître sa première vague d'investissements français. Le promoteur du projet français, le plus important à ce jour, n'est autre qu'un neveu de François Mitterrand.

A.M.

La statue du nègre Marron à Port-au-Prince



Vient de paraître

Critique Communiste

revue mensuelle

de la Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e internationale)

44

septembre 85 / 14 fr.

Sommaire

Gangstérisme d'Etat à la française

Aspects de la réorganisation du mouvement ouvrier. 1953-1958

UNE ERE DE TURBULENCES S'OUVRE DANS LA CGT

L'essor du mouvement syndical en Afrique du Sud

Remobilisation ouvrière en Espagne

VII^e Congrès de la LCR

Tribune de discussion

Dossier

LE 11 SEPTEMBRE, LE COUP D'ETAT DE PINOCHET

Une situation bloquée

Nicolas Siterre revient du Chili. Il y était au moment de la démission du général Mendoza. Il explique ici les raisons de cette crise interne du pouvoir et témoigne de la remontée des « protestas », à la suite de ce scandale qui a ébranlé le régime.

Tout a commencé en plein état de siège, le 28 mars dernier à Santiago. José Manuel Parada, Manuel Guerrero et Santiago Nattino étaient tous trois enlevés par des groupes de civils encapuchonnés et fortement armés, puis étaient, un jour plus tard, retrouvés égorgés dans un terrain vague, tout près de l'aéroport. La nouvelle fit sensation, car les trois victimes étaient non seulement des personnalités connues pour leur engagement à défendre les droits de l'homme, mais encore pour deux d'entre elles, de hauts dirigeants clandestins du Parti communiste chilien.

Le régime tenta d'étouffer l'affaire et s'empressa d'affirmer que les auteurs d'un tel crime ne pouvaient être que « des terroristes liés au marxisme international et qui visaient à déconsidérer le régime ». Puis pour faire illusion, il nomma comme il le fait traditionnellement dans des cas semblables « un juge ad hoc » chargé officiellement de faire la lumière sur cette affaire mais qui selon un scénario désormais bien connu au Chili, ne tarderait pas à se déclarer incompétent.

Curieusement le juge Canovas Robles ne suivit pas cette voix et décida de mener l'enquête de façon systématique et minutieuse. Et son rapport, le 1^{er} août dernier, fit l'effet d'une bombe. Preuves en main, il mettait en cause quatorze carabiniers (dont deux colonels), tous membres du groupe des opérations policières spéciales (le GOPE) de la direction des communications des carabiniers. Les assassins n'étaient nullement des terroristes, pas même des groupes armés d'extrême droite et « incontrôlables ». Ils étaient membres d'un corps bénéficiant de tout le soutien logistique et politique de l'institution.

La suite ? C'est l'une des plus sérieuses crises internes que la dictature ait eu à affronter : démission du général Mendoza, directeur général des carabiniers et membre de la junte depuis 1973 ; manifestations de l'opposition au centre de Santiago aux cris de : « Mendoza s'en est allé, que Pinochet s'en aille », puis arrestations et relégations d'opposants ; nomination du général Stange qui destructura le GOPE et mit à la retraite anticipée trente officiers dont cinq généraux ; rumeurs enfin de coup d'Etat que Pinochet finit par évanter en déclarant : « Le seul qui puisse faire un coup d'Etat, c'est moi »

Une manœuvre ?

S'il est intéressant qu'un juge choisi par le régime en vienne à oser publiquement le dénoncer, il faut voir que Canovas n'aurait sans doute pas pu faire grand-chose sans pour le moins une certaine neutralité de Pinochet et surtout sans l'aide substantielle de la CNI (la police politique officielle du régime), qui lui apporta toute une série de preuves décisives pour incriminer les carabiniers.

De là à penser que Pinochet ait pu profiter d'une affaire judiciaire des plus embarrassantes pour tenter d'en faire retomber le blâme sur les seuls carabiniers et leur chef, il n'y a là qu'un pas. Et ce, d'autant plus qu'existant, semble-t-il, un sérieux différent entre Mendoza et Pinochet, notamment en ce qui concerne la candidature de ce dernier pour les « élections-plébiscite » de 1989.

Au-delà de « ces petites histoires », le régime se trouve de fait en grande difficulté. Chômage, inflation alimentent une agitation sociale permanente et ce surtout dans la jeunesse. Sans doute, l'état de siège et les mesures répressives qui l'ont accompagné ont

« Pinochet va a caer »

Le stade de Santiago est plein à craquer. 70 000 spectateurs assistent au match Chili-Equateur qui vaut pour la qualification en coupe du monde. L'atmosphère est à la fête, quand soudain tous les projecteurs s'éteignent. Dans le noir absolu monte alors de la foule un immense cri, non pas un cri de frayeur, ni de stupeur, non, un cri d'allégresse, auquel se mêlent bientôt les slogans traditionnels, que tous reprennent en cœur pendant les quinze minutes que dure la panne de courant « Pinochet va a caer », « Cazely presidente », du nom d'un joueur chilien populaire, connu pour ses idées de gauche.

A la faveur de l'obscurité sont également distribués des tracts appelant aux prochaines journées de « protestas » et revendiquant l'explosion du transformateur qui a provoqué la panne de courant. L'action est signée du Front patriotique Manuel Rodriguez, un groupe d'action patronné par le PC. Les forces de l'ordre sont en rage et passent la soirée à se défouler en s'en prenant à n'importe quel passant aux abords du stade.

Evidemment, tout ce que je raconte, il n'y en a nulle part trace dans les journaux. Ça se lit dans la presse clandestine d'opposition. Et surtout, ça se raconte à voix basse, le sourire au coin des lèvres comme un bon coup réalisé.

N.S.

permis de stopper les grandes journées de « protestas », qui dans les quartiers populaires, prenaient l'allure de véritables soulèvements

« Protesta », dans le centre de Santiago, le 2 août dernier



Une « protesta » des professeurs à la suite de l'assassinat des trois dirigeants de l'opposition

insurrectionnels. Mais ils n'ont pas pour autant désarticulé l'opposition. Les « protestas » continuent dans les universités et les quartiers traditionnellement chauds de Santiago (y compris en plein état de siège), et des manifestations, parfois massives, ont été menées depuis l'affaire des « trois égorgés ».

Il reste que le caractère même de ces manifestations est révélateur. Rarement largement suivies dans tous les quartiers populaires, elles consistent en fait à des « tentatives de rassemblements » au centre ville au cours desquels des milliers de personnes (entre 5 000 et 10 000) tentent pendant plusieurs heures et avec une rare obstination, de se regrouper, de crier quelques slogans, et d'échapper aux charges des carabiniers ou au jet d'eau du fameux « Guanaco » (tank muni d'un puissant jet d'eau)... mais sans jamais pouvoir réellement former un véritable cortège protégé par un service d'ordre digne de ce nom.

Une opposition divisée

C'est que si la situation économique pousse une très grande majorité de la population à se désolidariser totalement du régime, il n'y a, à l'heure actuelle, aucune alternative politique suffisamment crédible pour donner « corps », direction et initiative à ce sentiment de raz-le-bol généralisé.

L'opposition politique est doublement divi-

sée et aux prises avec des projets plutôt contradictoires. D'un côté, une opposition tranquille regroupée autour de la Démocratie chrétienne cherche par le biais de possibles discussions avec Pinochet la voie d'une transition contrôlée vers un régime démocratique en droit. De l'autre, une opposition populaire, dont le cœur organisé est sans nul doute le Parti communiste chilien, hésite entre une stratégie insurrectionnelle (et ou guérilliste... ce n'est pas très clair !) et une politique de la main tendue à la Démocratie chrétienne.

Mais en plus de cette première division, il y a, fait propre à la tradition politique chilienne et aux conditions clandestines de militantisme, un abîme entre les différents mouvements de protestation nés sous la dictature et les vieilles organisations partidaires qui ont toutes les peines du monde à s'inscrire autrement que de façon bureaucratique dans ces nouveaux processus de radicalisation.

Ce sont, sans nul doute, ces faiblesses qui font aujourd'hui de la situation chilienne une situation bloquée. Faute d'une opposition unie sur un programme exempt d'ambiguïtés quant au rôle des couches populaires dans le renversement de la dictature et de la société qu'on veut lui substituer, on ne voit guère comment pourra évoluer la situation, autrement que selon les plans et les intérêts bien comptés de son si envahissant allié de l'Amérique... du nord...

Nicolas Siterre

INTERVIEW DU MOUVEMENT ANTI-APARTHEID

Frapper fort et vite

Depuis dix ans qu'il existe, le Mouvement anti-apartheid n'avait jamais vu autant de personnes frapper à sa porte et proposer leurs services. Rouge a rencontré Antoine Bouillon, son président, pour connaître les initiatives de la rentrée.

□ **Quels ont été les axes de travail essentiels du Mouvement anti-apartheid depuis qu'il existe ?**

Quand nous avons commencé en 1975, le public était très mal informé sur ce qui se passait en Afrique du Sud et sur les complicités de la France à l'égard de ce régime raciste. Nous avons donc mené des campagnes d'information en direction à la fois de l'opinion publique et de secteurs plus spécifiques. Parallèlement les campagnes d'action que nous avons lancées ont toujours eu deux objectifs réels : la solidarité matérielle et morale avec le peuple en lutte, et l'isolement de l'Etat sud africain.

□ **Dans le développement du Mouvement y a-t-il eu une date particulière, une étape qui lui ait permis de faire un saut qualitatif important ?**

Oui et dès le début. Nous avons démarré avec la campagne anti-Outspan (les oranges). L'année suivante c'était les massacres de So-

weto. Nous avons alors remporté une grande victoire en obtenant l'annulation du Congrès du tourisme sud-africain, qui devait se tenir à Deauville. Puis en 1979 autre victoire : les Springboks n'ont pas pu effectuer leur tournée européenne.

□ **Quelles sont vos forces aujourd'hui ?**

Donner une réponse en nombre de militants ne serait pas significatif. Nous fonctionnons avec une base étroite, une centaine de personnes très motivées. Mais nous avons une puissance de multiplication exceptionnelle, grâce aux liens privilégiés que nous entretenons avec de nombreuses organisations humanitaires, syndicales, politiques, etc. Cette structure nous l'avons choisie. Dès le début, il nous a semblé qu'il n'était guère possible de construire une organisation de masse permanente sur un thème aussi spécifique et éloigné des préoccupations quotidiennes que l'anti-apartheid. Nous avons donc opté pour une stratégie de pression sur les

organisations existantes. Du coup, toutes nos campagnes, nous les avons menées avec un front d'une trentaine voire d'une quarantaine d'organisations, avec aussi un matériel d'information et un financement commun.

□ **Le gouvernement a adopté fin juillet une position de principe favorable aux sanctions. Quel doit être dans ce contexte le travail du Mouvement anti-apartheid ?**

Sans surestimer le contenu des mesures prises, il faut noter que depuis 1981, nous nous battions pour que la France se prononce en faveur des sanctions, la réponse avait toujours été négative. D'autre part, si le gel des investissements était appliqué par l'ensemble des pays européens, cela aurait un poids décisif sur la situation en Afrique du Sud. Nous avons donc entamé, en liaison avec les autres organisations européennes anti-apartheid et les Nations-unies, un travail de pression auprès des parlementaires européens. Ceux-ci doivent d'ailleurs tenir une conférence sur les sanctions économiques et culturelles qui peuvent être prises par l'Europe. Ce sera du 9 au 12 septembre à Amsterdam. Nous y serons présents.

Autre pan de notre activité, des initiatives nationales ou locales pour aller plus loin que les mesures décidées par

Fabius. Pour que Total cesse ses livraisons de pétrole à l'armée et à la police. Pour que s'arrêtent les licences de fabrication d'armement, les liaisons aériennes entre Paris et Pretoria, les crédits à l'exportation, les prêts bancaires, etc.

□ **Quelles sont les initiatives pour les militants à la rentrée ?**

Pour maintenir la pression, nous faisons une manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud, tous les derniers mercredis de chaque mois. Les 19 et 20 octobre, il y aura un colloque sur ce que la France fait et surtout ne fait pas pour isoler le régime raciste. Nous devons multiplier les initiatives. Si l'isolement était effectif, ce serait un signe d'espoir et un réel renfort pour ceux qui luttent sur le terrain. Et il nous faut frapper vite et fort si l'on veut stopper le bain de sang qui a déjà commencé à couler à flot.

Propos recueillis par
Flora Chénétier

1. Résultat d'une dizaine d'années de lutte, TFI vient enfin de refuser une campagne de publicité pour les oranges Outspan qui devait démarrer en septembre. C'est la Régie française de publicité qui l'a jugée inopportune en raison des événements en Afrique du Sud.

● **Mouvement anti-apartheid : 46, rue de Vaugirard 75006 Paris.**
Tél : 770.29.09.
CCP : 18 142 71 P-Paris

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant l'ambassade d'Afrique du Sud le mercredi 28 août, à l'appel de Mouvement anti-apartheid. Parmi les manifestants, on notait la présence des délégations de SOS Racisme et de la LCR, cette dernière conduite par Alain Krivine.



AFRIQUE DU SUD

Revers pour les mineurs

La crise économique et financière s'approfondit en Afrique du Sud. Pretoria vient de suspendre le paiement de sa dette extérieure, qui se monte à dix-sept milliards de dollars (dont douze à court terme). D'autre part, pour tenter de freiner la fuite des capitaux étrangers, le régime a instauré un marché financier parallèle avec la remise en place du rand financier à côté du rand commercial.

Les mineurs sud-africains n'ont pas suivi massivement le mot d'ordre de grève lancé par leur syndicat, le NUM. Selon ce dernier, 28 000 ont cessé le travail dans les cinq mines concernées par le mot d'ordre. La direction des charbonnages avait choisi la manière forte pour bloquer le mouvement. Elle a fait planer la menace du licenciement des grévistes. Pour mieux l'appuyer, elle n'a pas hésité à envoyer des gardes armés dans les foyers où sont logés les mineurs pour les dissuader de faire grève le lendemain. Treize mineurs ont été blessés et quatre-vingt-deux arrêtés.

Malgré l'échec de cette action, le syndicalisme sud-africain confronté dans les mines à un patronat de choc est loin d'être battu. Le lancement à la fin novembre d'une fédération unitaire sera le meilleur démenti à ceux qui l'enterraient trop vite.

J.J.-L.

visait la réinsertion civile de guérilleros, le gouvernement s'était engagé à procéder à des réformes économiques et sociales.

Celles-ci n'ont jamais vu le jour. Le prétendu projet de pacification de la société colombienne que le président Belisario Betancur devait réaliser montre des signes d'essoufflement. Et pour cause, de larges fractions de la bourgeoisie ne l'ont jamais réellement soutenu.

EUSKADI

Risques d'expulsion

Jusqu'à présent les militants basques réfugiés en France étaient extradés ou assassinés par le GAL. Maintenant, ils sont menacés par l'administration française. C'est plus propre, mais tout aussi efficace.

Début août, six d'entre eux ont reçu une lettre de la préfecture de Bayonne les invitant à quitter le territoire puisque l'Office français de protection des réfugiés puis la commission de recours, à laquelle ils s'étaient adressés, ne leur a pas reconnu le statut de réfugiés. Et la lettre de se conclure en ces termes : « Si vous vous maintenez irrégulièrement sur le territoire français, vous vous exposez à des poursuites judiciaires et tomberiez sous le coup d'une reconduite à la frontière. »

Près de deux cents Basques risquent d'ici la fin de l'année d'être victimes de ces « régularisations de situation ». La seule chance serait que le ministère de l'Intérieur étudie chaque cas et donne son avis sur chaque dossier. Autant dire que les probabilités pour les Basques de rester en France sont proches de zéro.

COLOMBIE

Trêve rompue

Malgré la trêve signée, il y a un an, entre le gouvernement et les organisations de la guérilla, l'armée n'avait jamais vraiment cessé ces provocations. Aussi il y a deux mois le M 19, une formation nationaliste de gauche, a décidé de reprendre l'offensive. Les militaires ont sauté sur l'occasion pour se livrer à des opérations de ratissages. Et ils viennent de porter un coup sévère en assassinant dans son appartement à Cali, à cinq cent kilomètres environ au sud-est de Bogota, Ivan Marino Ospina, le chef militaire du mouvement. L'épouse et la petite fille de ce dernier ont été emprisonnées comme « dangereux terroristes ». C'était le 28 août dernier, depuis huit autres leaders du mouvement ont été incarcérés, tandis que les mêmes manœuvres d'intimidation sont menées à l'égard de syndicalistes et de l'ensemble du mouvement ouvrier.

En marge de la trêve signée en août dernier et qui

INPRECOR

NOUVELLE-CALÉDONIE

Après une année de réhabilitation du peuple Kanak

AFRIQUE DU SUD

Pretoria sur la défensive

URSS

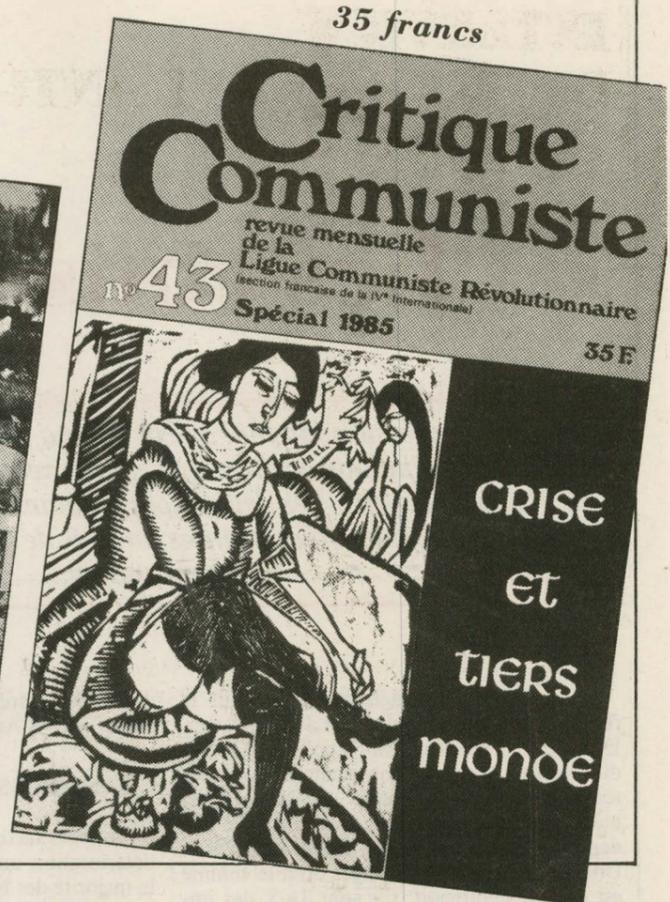
La classe ouvrière soviétique aujourd'hui

Les numéros de l'été

**TOUJOURS
DISPONIBLES**

Pour toutes commandes

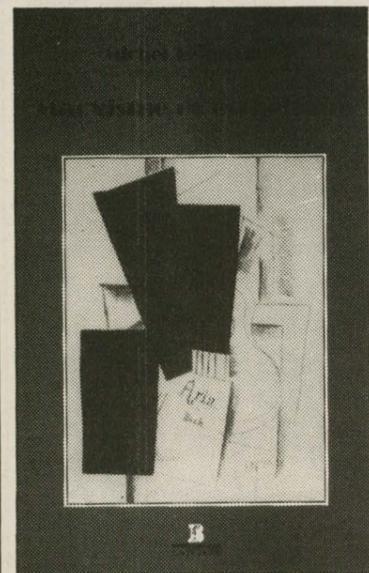
**PEC
2, rue Richard-Lenoir
Montreuil 93100**



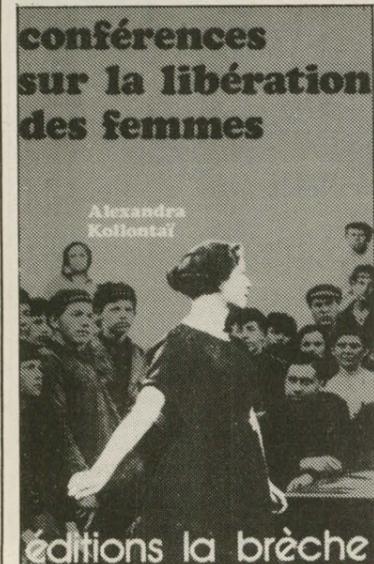
Les éditions la Brèche



60 francs



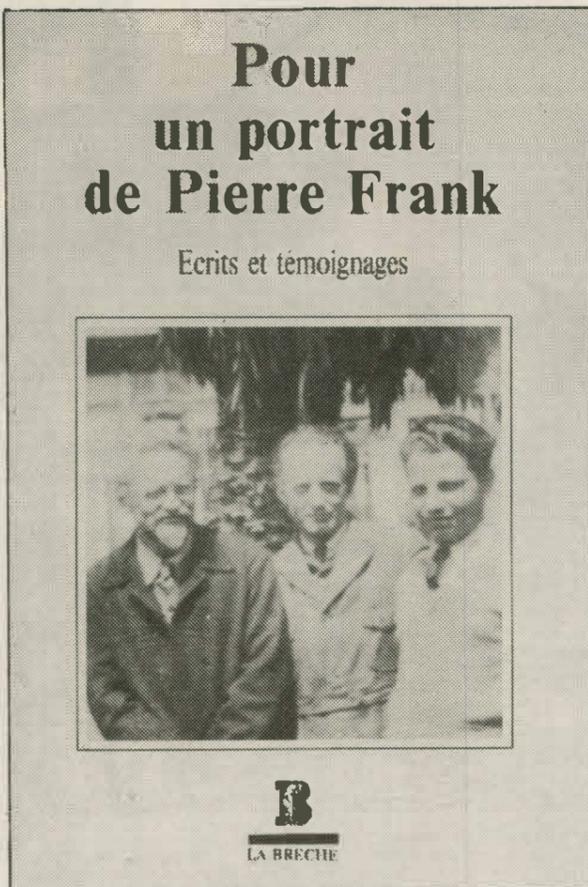
61 francs



51 francs

PEC
2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil

75 francs



B
LA BRÈCHE



70 francs



65 francs



95 francs

Les conséquences de l'embargo

La guerre d'agression fait mal au Nicaragua. Cette donnée s'applique bien sûr à la situation économique et au niveau de vie de la majorité des Nicaraguayens. Les dégâts sont d'autant plus sévères qu'ils se conjuguent avec les conséquences directes de l'embargo décrété par l'administration.

La révolution nicaraguayenne est sous le feu croisé d'attaques qui visent à la renverser. L'embargo nord-américain appliqué à partir du 7 mai 1985 a des conséquences importantes. En effet, l'économie nicaraguayenne, même si elle a commencé à se libérer d'une dépendance exclusive à l'égard des Etats-Unis, a conservé des échanges dont le volume est encore significatif. Ce sont 16 % des importations, soit 150 millions de dollars et 8 % des exportations, soit 45 millions de dollars. Pour l'essentiel, des marchés de substitution ont pu être trouvés pour les exportations : la viande au Canada, les bananes en Hollande et en Belgique, le sucre en Algérie et en Iran.

Le manque de pièces de rechange

Le problème est beaucoup plus aigu pour les importations, car il concerne notamment les médicaments et les équipements médicaux, ainsi que le vaste secteur des pièces de rechange pour les installations et machines « made in USA ». L'exemple des autobus montre toute l'acuité de la situation puisque la moitié de tout le parc est actuellement hors d'usage, faute de pièces de rechange pour les réparer. A cet exemple qui touche la vie quotidienne du million d'habitants de Managua, il convient d'ajouter toutes les conséquences qui frappent l'activité productive.

Dans les campagnes, ce sont surtout les grands producteurs privés de coton ou de café qui sont frappés, car ceux-ci avaient beaucoup moins diversifié leurs équipements que le secteur public. Le Nicaragua est donc contraint de rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement qui, en tout cas pour le court terme, devront s'adapter à la technologie nord-américaine. Le coût des importations en dollars risque donc encore d'augmenter, car les autres pays capitalistes, qu'ils soient européens ou d'Amérique latine, ne sont pas aujourd'hui décidés à faire de cadeaux financiers à la révolution nicaraguayenne.

Les effets négatifs de l'embargo ne peuvent qu'aggraver la pénurie en dollars pénalisant les échanges extérieurs du Nicaragua depuis déjà plusieurs années. Le Nicaragua, petit pays de trois millions d'habitants, avait une économie fondée sur l'exportation de quelques produits agricoles : le café, le coton, le sucre et la viande. Il est impossible de s'affranchir en quelques années d'un tel héritage, d'autant que le fonctionnement autarcique d'un tel pays est une dangereuse utopie. En conséquence, le Nicaragua est directement atteint par la chute des cours sur le marché international de nombreuses matières premières et la hausse des produits importés due notamment à la montée du dollar.

Le montant de la dette extérieure, qui comprend celle contractée du temps de Somoza, s'élève donc considérablement. Plus de la moitié des exportations est consacrée aujourd'hui au remboursement du service de la dette. C'est une situation d'autant plus critique que la valeur des exportations a tendance à décroître, passant de 500 millions de dollars en 1981 à 382 millions de dollars en 1984, phénomène exclusivement dû à l'effondrement du cours des matières premières, car la production en tonnes récoltées est restée stable.

La solution choisie par le Nicaragua pour sortir de ce cercle infernal est d'essayer d'industrialiser sur place une partie de la production agricole, ce qui implique, pour ce pays, malgré la guerre qui y sévit, une politique

d'investissements supérieurs à celle de tous les autres pays d'Amérique centrale.

Une baisse du niveau de vie

Tous ces facteurs aboutissent en 1985 à une détérioration importante du niveau de vie de la majorité des Nicaraguayens. Jusqu'en 1983, la révolution nicaraguayenne avait réussi à améliorer les conditions de vie de la partie la plus pauvre de la population, au travers notamment d'une pratique de subventions à destination des produits de consommation de base et de la construction d'équipements sociaux dans les domaines de la santé et de l'éducation. C'était principalement la consommation des couches moyennes qui avait été atteinte.

Les choix économiques effectués depuis février 1985 ont modifié cette situation. Aujourd'hui, la partie la plus pauvre de la population est amenée à faire un effort considérable en vue de défendre la révolution attaquée. L'ampleur de l'agression impérialiste explique, pour une large part, les difficultés économiques. Mais celles-ci trouvent aussi des explications dans les contradictions internes à la société nicaraguayenne.

La marché parallèle

La suppression des subventions aux produits de base a renchéri brutalement le coût de ces produits, mais aussi a accéléré un processus inflationniste des prix de détail. Grossièrement, en un an, les prix des denrées de base ont été multipliés par plus de deux, alors que les salaires des travailleurs productifs ont été



Camions en panne, immobilisés faute de pièces de rechange

augmentés de 50 %. La baisse du pouvoir d'achat du salaire minimum est de l'ordre de 50 %.

La non-maîtrise de l'évolution des prix tient principalement au poids démesuré des activités parallèles de commerce. Certaines estimations indiquent que le quart de la production intérieure aurait circulé en 1983 et 1984 dans les circuits parallèles de l'économie informelle. La décision de supprimer les subventions aux produits de base s'expliquent d'ailleurs autant par la nécessité de réaliser des économies au plan du budget national, que par la volonté de « casser » les sources d'approvisionnement de ce marché parallèle. En effet, des circuits de revendeurs achetaient ces produits au prix subventionné pour les revendre au prix fort chez les détaillants. Ce type d'activités ne peut cesser lorsqu'on sait qu'à Managua un revendeur de glaces gagne trois fois plus que le salaire minimum des travailleurs productifs.

Deux types de raisons expliquent cette situation. D'abord, les choix initiaux de la révolution ont abouti à la mise en circulation de nouvelles ressources pour des activités non immédiatement productives : salaires des nouveaux enseignants, agents de la santé, techniciens de l'agriculture et fonctionnaires d'un nouvel appareil administratif. La contrepartie en a été le gonflement des activités

commerciales liées à ce pouvoir d'achat ainsi créé. Mais il s'agit aussi du prix à payer au fonctionnement d'une économie mixte qui maintient un important secteur privé dépossédé du pouvoir politique. Ce secteur privé joue de façon très inégale le « jeu » proposé par la révolution : produire sans disposer du pouvoir politique. Bon nombre de subventions à ce secteur, sous couvert de développer les activités productives, servent en fait à des dépenses de consommation, qui nourrissent le processus inflationniste.

La tâche de l'heure, selon les responsables sandinistes, est de renforcer la production en privilégiant les travailleurs productifs des villes comme des campagnes. La CST, Centrale sandiniste des travailleurs, s'est fait l'écho de cette exigence.

Dans la situation de guerre qui règne au Nicaragua, la priorité ne peut être que la défense à tout prix de la révolution, et la détérioration de la situation économique est d'abord la conséquence de l'agression impérialiste. Ce contexte influe directement sur l'état actuel du mouvement des masses dans une situation, où celles-ci supportent l'essentiel de l'effort de la défense de la révolution.

Jean-Claude Bernard

● Prochain article : le mouvement de masse face à l'agression.

Scierie, près de San Miguelito

